

COLLECTION l'économie

COMPTES

ÉCONOMIQUES

DES REVENUS ET

DES DÉPENSES

DU QUÉBEC

ÉDITION 1999

9

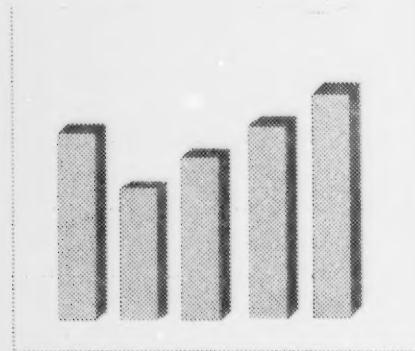


4

0

8

6



5

2

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(aucuns frais d'appel)

Site WEB : <http://www.stat.gouv.qc.ca>

Cette publication a été réalisée et produite
par l'Institut de la statistique du Québec.

Les Publications du Québec
en assurent la distribution.

Les Publications du Québec
1500-D, boul. Charest Ouest
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
Quatrième trimestre 1999
ISBN 2-551-19324-9

© Gouvernement du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse
de l'Institut de la statistique du Québec.

Décembre 1999

Avant-propos

L'Institut de la statistique du Québec présente l'édition annuelle des *Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec*. Cette édition décrit, à l'aide des statistiques de la comptabilité nationale, l'évolution des principales variables macro-économiques au Québec depuis 1992.

Elle ne couvre que les sept dernières années (1992-1998) en raison des décisions à venir et de l'état d'avancement des travaux de révision du volet provincial du système canadien des comptes nationaux. Bien que les comptes économiques provinciaux reflètent désormais les modifications apportées au niveau canadien, ils ne sont pas encore révisés pour la période antérieure à 1992.

À compter de l'édition 1999, les comptes économiques des revenus et des dépenses sont réconciliés avec les deux autres ensembles de données que sont les tableaux d'entrées-sorties et les indicateurs de la production industrielle.

La présente publication des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec* est composée de six chapitres. Le premier donne d'abord un bref aperçu du contexte économique international, puis analyse l'évolution en 1997 et 1998 des principales variables des comptes économiques à partir de 47 tableaux statistiques. Les variables du compte extérieur du Québec sont présentées de façon distincte et, de ce fait, le produit intérieur brut est disponible en dollars constants.


Le deuxième chapitre, composé de sept tableaux consolidés, contient les données relatives au produit intérieur brut, au revenu personnel, à la demande intérieure, à la consommation, à l'investissement, à l'épargne personnelle, etc. Le troisième chapitre fournit des informations plus désagrégées sur les différents comptes consolidés, sous forme de tableaux sectoriels. Au quatrième chapitre figurent les renseignements sur la production intérieure brute par activité économique, alors qu'au cinquième apparaissent les données sur les administrations publiques. Finalement, divers tableaux pouvant faciliter l'analyse économique sont présentés au dernier chapitre.

Tous les tableaux contiennent les données provisoires de 1998, en plus des séries chronologiques couvrant la période de 1992 à 1997. Des notes méthodologiques, qui décrivent le cadre général de la comptabilité économique, les sources et les particularités des différents tableaux, complètent l'ouvrage.

Cette publication fournit des estimations qui servent de repères pour les autres rapports que l'Institut de la statistique du Québec produit, en particulier la publication présentant les estimations trimestrielles des principaux agrégats des comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec.

Nous espérons qu'elle se révélera un document de référence fort utile aux personnes intéressées à l'évolution de l'économie du Québec.

Le directeur général,



Yvon Fortin

Cette publication a été réalisée sous la coordination de :

Jean-Pierre Barrette, économiste

Avec la collaboration de :

Pierre Lachance, Réjean Aubé et Richard Barbeau,
économistes

Avec l'assistance technique de :

Michel Parent et Julie Godbout

Sous la direction de :

Camille Courchesne

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette
publication :

Direction des comptes économiques
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec)
G1R 5T4
Tél. : (418) 691-2411
Télécopieur : (418) 643-4129
Internet : <http://www.stat.gouv.qc.ca>
Courrier électronique : conomie@stat.gouv.qc.ca

Note au lecteur

Les agrégats des comptes économiques annuels présentés ici peuvent différer de ceux des comptes économiques trimestriels, ces derniers étant produits selon un processus de mise à jour continue des données. Ainsi, toute nouvelle information est intégrée, au rythme des trimestres, aux divers tableaux des comptes afin de mieux refléter l'évolution récente de l'économie du Québec.

Signes conventionnels

-	Néant ou zéro
..	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
p	Donnée provisoire

Abréviations et symboles

\$	Dollar
'000	En milliers
'000 000	En millions
n	Nombre
%	Pour cent ou en pourcentage

Table des matières

Chapitre 1

L'économie du Québec en 1997 et 1998	9
Le contexte économique international	9
Le produit intérieur brut en termes de revenus	13
Le produit intérieur brut en termes de dépenses	14
La production de biens et de services	16
La provenance et l'utilisation du revenu personnel	17
Les recettes et les dépenses courantes du secteur public	18

Chapitre 2

Les tableaux sommaires	21
-------------------------------	-----------

Chapitre 3

Les tableaux sectoriels	31
--------------------------------	-----------

Chapitre 4

La répartition industrielle du produit intérieur brut	47
--	-----------

Chapitre 5

Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques	53
---	-----------

Chapitre 6

Les tableaux spéciaux	69
------------------------------	-----------

Annexe 1

Le cadre général des comptes économiques	79
---	-----------

Annexe 2

Sources et particularités	83
----------------------------------	-----------



Liste des tableaux et des graphiques

Liste des tableaux

Chapitre 1

I	Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 1997 et 1998	10	11	autres sources de financement, Québec, 1992-1998	35
II	Principaux indicateurs économiques, Québec, Canada et États-Unis, 1997 et 1998	11	11	Compte consolidé de financement du capital : utilisation de l'épargne brute, Québec, 1992-1998	36
III	Évolution des variables du compte extérieur, Québec, 1994-1998	16	12	Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles - revenus, Québec, 1992-1998	37

Chapitres 2 à 6

1	Produit intérieur brut en termes de revenus, Québec, 1992-1998	23	14	Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles - ressources, Québec, 1992-1998	39
2	Produit intérieur brut en termes de dépenses, Québec, 1992-1998	24	15	Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles - utilisation, Québec, 1992-1998	39
3	Produit intérieur brut aux prix de 1992, Québec, 1992-1998	25	16	Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) - revenus, Québec, 1992-1998	40
4	Indices implicites de prix, produit intérieur brut aux prix de 1992, Québec, 1992-1998	26	17	Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) - dépenses, Québec, 1992-1998	41
5	Provenance du revenu personnel, Québec, 1992-1998	27	18	Compte de financement du capital de l'Administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) - ressources, Québec, 1992-1998	42
6	Utilisation du revenu personnel, Québec, 1992-1998	28	19	Compte de financement du capital de l'Administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) - utilisation, Québec, 1992-1998	42
7	Rapport entre le produit intérieur brut, le revenu intérieur net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Québec, 1992-1998	29	20	Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) - revenus, Québec, 1992-1998	43
8	Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure, Québec, 1992-1998	33	21	Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales	
9	Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure, Québec, 1992-1998	34			
10	Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et				

	(incluant le Régime de rentes du Québec) - dépenses, Québec, 1992-1998	44	37	Dépenses publiques courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques, Québec, 1992-1998	64
22	Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) - ressources, Québec, 1992-1998	45	38	Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1992-1998	65
23	Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) - utilisation, Québec, 1992-1998	45	39	Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques, Québec, 1992-1998	66
24	Produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique, Québec, 1992-1998	49	40	Transferts entre administrations publiques, Québec, 1992-1998	67
25	Rémunération des salariés, par activité économique, Québec, 1992-1998	50	41	Population par province au 1 ^{er} juillet, Canada, 1992-1998	71
26	Excédent d'exploitation et ajustements divers, Québec, 1992-1998	51	42	Population, population active et taux de chômage, Québec, Ontario, Canada, 1992-1998	72
27	Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique, Québec, 1992-1998	52	43	Répartition par province du revenu personnel disponible par habitant, Canada, 1992-1998	73
28	Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques, Québec, 1992-1998	55	44	Revenu comptable net des exploitants agricoles, état de rapprochement, Québec, 1992-1998	74
29	Recettes et dépenses de l'Administration fédérale, Québec, 1992-1998	56	45	Investissements en capital fixe, état de rapprochement, Québec, 1992-1998	75
30	Recettes et dépenses de l'Administration provinciale, Québec, 1992-1998	57	46	Certains indicateurs économiques, Québec, 1992-1998	76
31	Recettes et dépenses des administrations locales, Québec, 1992-1998	58	47	Certains indicateurs économiques, Canada, 1992-1998	77
32	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, Québec, 1992-1998	59	Listes des graphiques		
33	Impôts directs - particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques, Québec, 1992-1998	60	1	Taux de profit des sociétés avant impôt, Québec, 1992-1998	13
34	Impôts directs des sociétés et entreprises publiques, Québec, 1992-1998	61	2	Taux de croissance de la demande intérieure finale aux prix de 1992, Québec, 1993-1998	14
35	Impôts indirects, Québec, 1992-1998	62	3	Part relative des dépenses publiques courantes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 1992-1998	15
36	Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 1992-1998	63	4	Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1993-1998	17
			5	Taux de croissance du revenu personnel disponible, en dollars constants, Québec, 1993-1998	18

L'économie du Québec en 1997 et 1998

L'année 1998 se caractérise par une décélération de la croissance économique observée au Québec, par rapport à 1997, mais celle-ci demeure plus robuste qu'en 1996. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, exprimé en dollars constants aux prix de 1992, augmente de 2,6 % en 1998, après des hausses de 3,3 % en 1997 et de 1,4 % en 1996. En dollars courants toutefois, le taux de croissance du PIB en 1998 est de 3,2 %, compte tenu de la hausse de 0,7 % du niveau général des prix (mesuré par l'indice implicite des prix du PIB). Au Canada, la croissance du PIB en dollars constants dépasse celle du Québec en 1997 (4,0 %) et en 1998 (3,1 %).

La croissance économique au Québec en 1998 est appuyée par la progression robuste de certaines composantes de la demande intérieure finale, notamment les investissements des entreprises en construction non résidentielle (30,1 %), ceux des administrations publiques en machines et matériel (7,1 %), ainsi que les dépenses personnelles en biens durables (6,6 %). Elle est toutefois modérée par la faible hausse des dépenses courantes des administrations publiques (1,5 %), par la réduction des investissements des entreprises en stocks (- 8,2 %) et par l'aggravation du déficit du solde extérieur.

La création nette d'emplois s'élève à 67 200 (2,1 %), une sixième hausse consécutive bien qu'encore inférieure à celle de 1994 (76 700 ou 2,5 %). Par ailleurs, le nombre de chômeurs diminue de 33 800 et la population active¹ augmente de 33 400 (0,9 %). Dans ce contexte, le taux de chômage au Québec continue à décroître et se situe à 10,4 % en 1998, contre 11,4 % en 1997 et 11,8 % en 1996.

La progression, en dollars courants, du revenu personnel disponible (2,5 %) est la plus robuste des trois dernières années. L'épargne personnelle, au contraire, décroît fortement depuis trois ans et chute à 2,6 milliards (- 38,1 %) en 1998, comparativement à 9,0 milliards en 1995. Exprimé en dollars constants², le revenu personnel disponible croît de 1,4 % en 1998, son meilleur résultat depuis 1995 (2,6 %).

L'évolution des principaux indicateurs économiques du Québec, en 1998, s'inscrit dans le contexte suivant : la croissance demeure élevée en Amérique du Nord et tend à s'accélérer en Europe occidentale, mais les pays d'Asie de l'Est subissent le plein effet de la crise économique et financière de 1997.

Le contexte économique international

Les pays de l'OCDE^{3,4}

Dans les 29 pays membres de l'OCDE, la situation économique continue de s'améliorer en 1998, mais à un rythme plus lent qu'en 1997 et 1996. En effet, pour l'ensemble de l'année 1998, le taux de croissance du PIB est estimé à 2,4 % en moyenne, comparativement à 3,2 % en 1997 et 3,1 % en 1996. Le taux d'inflation moyen (2,2 %), mesuré par l'indice des prix à la consommation, montre un ralentissement de la hausse des prix par rapport à 1997 (3,0 %); ce calcul exclut la Turquie, en raison de sa forte inflation (84,0 %). De plus, le taux moyen de chômage (7,1 %) est en baisse par rapport à 1997 (7,4 %).

L'évolution du PIB en volume est positive dans 25 des 29 pays membres de l'OCDE en 1998. Les plus fortes hausses ont lieu en Irlande (10,4 %), au Luxembourg (5,7 %), en Hongrie (5,1 %) et en Australie (5,0 %), tandis que les reculs ont lieu en Corée (- 5,8 %), au Japon (- 2,8 %), en République tchèque (- 2,7 %) et en Nouvelle-Zélande (- 0,8 %). Par ailleurs, les principaux pays dont l'augmentation du PIB dépasse la moyenne sont les États-Unis (3,9 %), l'Espagne (3,8 %), la France (3,3 %) et le Canada (3,7 %). La hausse est toutefois inférieure à la moyenne pour quelques pays, dont la Suisse (2,1 %), le Royaume-Uni (2,2 %) et l'Italie (1,4 %).

En Amérique du Nord, le maintien de la croissance économique prend appui principalement sur les investissements en machines et matériel et sur les achats de biens durables. Les administrations publiques

1. Les données sur l'emploi, le chômage et la population active sont arrondies au millier le plus près.

2. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services sert à dégonfler cette variable.

3. Organisation de coopération et de développement économique, *Perspectives économiques de l'OCDE*, Paris, OCDE vol. 65, juin 1999.

4. Id., *Principaux indicateurs économiques*, Paris, OCDE, octobre 1999.

Tableau I
Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 1997 et 1998

Pays		Production industrielle	Inflation	Chômage
		Variation en %		%
États-Unis	1997	6,0	2,3	4,9
	1998	3,6	1,6	4,5
Japon	1997	3,6	1,7	3,4
	1998	-6,6	0,7	4,1
Allemagne	1997	3,5	1,9	9,9
	1998	4,2	1,0	9,4
France	1997	3,9	1,2	12,3
	1998	4,4	0,8	11,7
Italie	1997	3,8	2,0	12,1
	1998	1,1	2,0	12,3
Royaume-Uni	1997	1,1	3,2	7,0
	1998	0,7	3,4	6,3
Canada	1997	5,5	1,6	9,2
	1998	2,3	1,0	8,4

Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques*, octobre 1999.

affichent des surplus budgétaires, et le chômage se résorbe, tandis que la baisse des cours mondiaux du pétrole et des autres matières premières, ainsi que des coûts des importations, contribue largement à la stabilité des prix. Les cours des actions poursuivent leur hausse et la production industrielle ralentit sa progression, tandis que la croissance du revenu personnel s'accompagne d'une diminution sensible de l'épargne personnelle, surtout aux États-Unis (- 77,7 %). En somme, les économies nord-américaines échappent aux répercussions des crises financières asiatique et russe et poursuivent leur croissance en 1998.

L'économie japonaise est en récession en 1998, tout comme l'économie coréenne, pour qui c'est la pire crise en 45 ans. C'est aussi le cas des autres pays d'Asie victimes de la crise financière de 1997; parmi eux, l'Indonésie montre les pires résultats en matière de décroissance (- 13,7 %) et d'inflation (environ 60 %). À des degrés divers, la demande intérieure est généralement en baisse dans cette partie du monde; le chômage y est en hausse, et les capacités de production sont utilisées à des taux parfois inférieurs à 60 %. La contraction du crédit se fait sévère en raison de l'importance des mauvaises créances détenues par les banques et de la lenteur du processus de restructuration des systèmes bancaires. Au Japon, deux ensembles de mesures budgétaires à caractère macro-économique donneraient des résultats positifs, à

partir de la fin de 1998, mais au prix d'une forte hausse du déficit et de la dette des administrations publiques — le premier atteignant 6,0 % du PIB et la seconde 97,3 %.

En Europe, la situation économique continue de s'améliorer, mais à un rythme encore modéré. Dans les 15 pays de l'Union européenne, le taux moyen de croissance du PIB est de 2,8 % en 1998, contre 2,6 % en 1997 et 1,6 % en 1996, tandis que celui de la consommation privée s'établit à 2,9 % (2,0 % en 1997) et celui de l'investissement en capital fixe, à 5,4 % (3,3 % en 1997). Dans ce contexte, le taux global de chômage passe de 10,6 % à 10,0 % — de 11,6 % à 10,9 % dans la zone monétaire de l'euro — malgré des hausses en Italie, en Belgique et en Autriche. Par ailleurs, le déficit financier de l'ensemble des administrations publiques continue de se résorber, passant de - 2,4 % à - 1,6 % du PIB, et les 15 pays membres montrent tous désormais un déficit inférieur au critère de

3,0 % du traité de Maastricht. L'inflation poursuit son ralentissement et les taux d'intérêt à court et à long terme continuent de refluer, malgré l'appréciation du dollar américain vis-à-vis de toutes les devises des pays de l'Union, sauf la livre sterling.

La production industrielle dans l'ensemble de l'OCDE affiche, en 1998, un taux moyen de croissance (1,6 %) inférieur à celui du PIB, contrairement à 1997 (5,0 %). La consommation privée (3,2 %) augmente à un rythme plus rapide qu'en 1997 (2,8 %) et à un taux dépassant celui du PIB. L'investissement en capital fixe (3,8 %) progresse moins vite qu'en 1997 (4,7 %), mais son accroissement surpasse celui du PIB tout comme en 1997 et en 1996.

Sur les marchés de change, le dollar américain s'apprécie en 1998 par rapport à toutes les devises des autres pays membres de l'OCDE, sauf le franc suisse (0,0 %) et la livre sterling (- 1,1 %). Par rapport aux devises de 23 autres pays, le dollar s'apprécie sur l'ensemble de l'année, malgré un repli au quatrième trimestre, notamment face au won coréen (47,2 %), au dollar de Nouvelle-Zélande (23,5 %) et au dollar australien (18,1 %). Néanmoins, son appréciation demeure modérée vis-à-vis des monnaies des principaux pays de la zone euro, soit le franc français (1,1 %), le

mark allemand (1,4 %), le florin néerlandais (1,7 %), la lire italienne (1,9 %) et la peseta espagnole (2,0 %). Le dollar américain augmente de façon continue face au dollar canadien (7,1 %), au peso mexicain (15,5 %) et, surtout, à la livre turque (71,8 %).

L'économie américaine

Aux États-Unis, le PIB atteint 8 511,0 milliards de dollars américains en 1998, une hausse nominale de 4,9 % (5,9 % en 1997). En dollars constants, le taux de croissance est de 3,9 % en 1998 comme en 1997. Dans un contexte économique où la croissance en termes réels demeure robuste, tandis que l'inflation et le chômage continuent de s'atténuer, la progression en volume de la demande intérieure est soutenue par les investissements des entreprises en machines et matériel et en construction résidentielle, ainsi que par la poussée des dépenses de consommation en biens durables. Le rythme de croissance de l'activité économique est toutefois contenu par la politique budgétaire de l'Administration fédérale, dont les dépenses continuent de décroître en volume, par la stagnation des investissements en construction non résidentielle et par l'aggravation sensible du déficit du solde extérieur. Malgré quelques reculs mensuels, la création d'emplois se poursuit tout au long de l'année, de même que la résorption du chômage. Par ailleurs, l'utilisation des capacités de production se maintient à des niveaux élevés en dépit d'un léger repli en 1998.

Les investissements du secteur privé en capital fixe appuient l'accroissement du PIB réel avec leur hausse de 10,3 % en 1998, surtout aux premier et quatrième trimestres. Deux des trois composantes de cet agrégat progressent en termes réels en 1998, surtout les investissements en machines et matériel (12,5 %), dont la hausse dépasse 10 % pour la sixième année consécutive et prend beaucoup d'ampleur à tous les trimestres, sauf au troisième (- 1,0). Malgré un tel accroissement, le taux d'utilisation des capacités de production se résorbe, passant de 82,9 % en 1997 à 81,8 % en 1998. Pour leur part, les investissements en construction non résidentielle décroissent de 0,1 % pour l'année entière, leur hausse du

Tableau II
Principaux indicateurs économiques,
Québec, Canada et États-Unis, 1997-1998

Indicateurs	Québec		Canada		États-Unis	
	1997	1998	1997	1998	1997	1998
Variation %						
Produit intérieur brut aux prix du marché (dollars constants)	3,3	2,6	4,0	3,1	3,9	3,9
Dépenses personnelles en biens et services de consommation (dollars constants)	3,5	2,9	4,2	2,8	3,4	4,9
Logements mis en chantier	11,6	- 10,8	18,5	- 6,5	- 0,2	9,7
Revenu personnel disponible (dollars courants)	2,0	2,5	3,1	3,4	3,3	4,0
Rémunération des salariés (dollars courants)	4,0	2,9	5,8	4,0	5,9	6,3
Indice global des prix à la consommation	1,5	1,4	1,6	0,9	1,7	1,6
Emploi total	1,5	2,1	1,9	2,8	1,8	1,5
Taux annuel %						
Taux de chômage	11,4	10,4	9,2	8,3	4,8	4,6
Taux préférentiel des banques	5,0	6,6	5,0	6,6	8,4	8,3

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada.

U.S. Department of Commerce, *Survey of current business*.

Federal Reserve Board, *Federal Reserve Bulletin*, octobre 1999.

quatrième trimestre (6,0 %) ne pouvant compenser pour les reculs des deux premiers. Les investissements en construction résidentielle progressent de 10,4 %, surtout aux deux premiers trimestres (plus de 15 %).

Les dépenses personnelles en biens et services aux États-Unis augmentent de 4,9 % en 1998 (3,4 % en 1997). Les dépenses en biens durables (10,2 %) montrent leur plus fort taux de croissance depuis 1984 (14,5 %); ce taux est supérieur, pour une septième année consécutive, à celui des deux autres composantes des dépenses personnelles. Cette hausse est assurée principalement par les dépenses en ameublement et équipements ménagers (12,9 %) et celles en véhicules automobiles et pièces (0,8 %). La progression des dépenses réelles en biens non durables (3,9 %) s'explique surtout par l'évolution des dépenses en vêtements et chaussures (7,6 %) et en autres

biens non durables (4,6 %). Les dépenses réelles en services augmentent de 4,3 % — leur plus forte croissance depuis 1985. Les composantes montrant les plus fortes hausses sont les services ménagers autres que l'électricité et le gaz (8,3 %) ainsi que les services autres que l'habitation, les transports ou les soins médicaux (6,7 %).

Les dépenses publiques croissent de 0,9 % en termes réels en 1998, une hausse qui fait suite à celles de 1,3 % en 1997 et de 1,1 % en 1996. Les dépenses réelles de l'Administration fédérale décroissent de 1,0 % (hausse nominale de 0,08 %) pour la huitième année de suite, notamment au titre de la défense nationale (- 2,7 %), car les dépenses en autres biens et services augmentent de 2,4 %. Les dépenses réelles des États et des municipalités progressent, pour leur part, de 2,0 % (3,4 % en dollars courants).

Les exportations totales de biens et services en dollars constants diminuent au cours des trois premiers trimestres, avant de rebondir au quatrième (19,7 %). Cela représente une augmentation annuelle (1,5 %) très inférieure au taux de croissance des importations (10,6 %). En valeur nominale, les variations sont respectivement de - 0,7 % et de 4,9 %, car les prix des importations (- 5,2 %) diminuent plus rapidement que ceux des exportations (- 2,2 %). Néanmoins, le solde commercial des marchandises continue de se détériorer en 1998, comme en 1997, en 1996 et en 1995, car son déficit se chiffre à 251,6 milliards de dollars. Cette aggravation est surtout imputable aux biens durables, dont le déficit passe de 106,5 milliards à 150,2 milliards, mais aussi au déficit au titre des biens non durables, qui se creuse et passe de 93,5 milliards à 101,4 milliards. Pour sa part, le solde des services se résorbe légèrement, contrairement aux trois années précédentes, et montre un surplus de 100,4 milliards. Le solde extérieur global qui en résulte est en déficit de 151,2 milliards en 1998, contre 93,4 milliards en 1997.

Le taux de chômage diminue pour une sixième année consécutive et s'établit à 4,6 % en 1998, comparativement à 4,8 % en 1997 et 5,4 % en 1996; il descend même à 4,5 % au quatrième trimestre. Avec la création nette de 1 905 000 postes, le nombre total d'emplois s'élève à près de 131,5 millions (1,5 %), tandis que le nombre de chômeurs régresse de 529 000 et se chiffre à 6,2 millions.

L'indice des prix à la consommation augmente de 1,6 % en 1998, comparativement à 1,7 % en 1997 et 3,3 % en 1996, ce qui montre que l'inflation continue de ralentir. L'indice implicite des prix du PIB suit la même évolution, avec son ralentissement en 1998 (1,0 %) par rapport à 1997 (1,9 %), de sorte qu'en 1998 la croissance économique préserve son caractère non inflationniste.

L'économie canadienne

Le PIB nominal au Canada s'élève à 895,7 milliards de dollars en 1998, en hausse de 2,5 %. En dollars constants, il réduit sa croissance en 1998 avec une augmentation de 3,1 %, comparativement à 4,0 % en 1997. La croissance de l'économie canadienne est soutenue par les investissements des entreprises en machines et matériel, par les dépenses personnelles en biens durables et par les exportations de biens et de services. Cette croissance est toutefois freinée par l'évolution des investissements en construction résidentielle et non résidentielle, ainsi que des dépenses courantes des administrations publiques. Par ailleurs, la demande intérieure finale progresse de 2,7 % en termes réels. Il s'agit d'un taux inférieur à celui du PIB, contrairement à 1997, car l'effet positif sur le PIB de l'augmentation en volume du solde extérieur surpasse l'effet négatif de la réduction de l'investissement des entreprises en stocks.

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation croissent de 2,8 % en termes réels (4,2 % en 1997), résultat net d'une poussée des dépenses en biens durables (6,3 %) et de hausses plus faibles des dépenses en biens semi-durables (4,9 %) et non durables (1,0 %), ainsi qu'en services (2,3 %). Par ailleurs, le revenu personnel disponible augmente de 3,4 % en 1998, un taux plus élevé que celui de 1997 (3,1 %); sa croissance dépasse celle de l'indice des prix à la consommation (1,0 %), tout comme en 1997. L'épargne personnelle, pour sa part, montre en 1998 une diminution (- 14,2 %) nettement moins prononcée qu'en 1997 (- 43,3 %), passant de 14,9 milliards de dollars à 12,8 milliards, ce qui donne un taux d'épargne de 2,3 % (2,8 % en 1997).

Les investissements en capital fixe des entreprises, en hausse de 3,4 % en 1998, présentent leur plus faible accroissement en termes réels depuis 1995 (- 1,7 %). Cette augmentation est le résultat net de l'évolution des investissements en machines et matériel (9,5 %) et de ceux en construction résidentielle (- 1,9 %) et non résidentielle (0,1 %).

Le volume des dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services (1,7 %) affiche une première augmentation depuis 1993 (0,1 %), ce qui met fin à une série de quatre diminutions annuelles consécutives. Les investissements en capital fixe des administrations publiques croissent de façon encore plus prononcée (4,9 %) en 1998; cela constitue un retournement par rapport à leur recul de 5,3 % en 1997.

En 1998, le dollar canadien se déprécie par rapport au dollar américain (- 6,7 %) et aux principales devises européennes, soit la livre sterling (- 7,7 %), le franc suisse (- 6,9 %), le franc français (- 5,8 %) et le

mark allemand (- 5,4 %); il s'apprécie toutefois légèrement par rapport au yen japonais (0,5 %). Malgré la persistance de la croissance économique aux États-Unis, la hausse des exportations en termes réels ralentit en 1998 (8,2 %) par rapport à 1997 (8,5 %), principalement au titre des biens (de 9,1 % à 8,3 %). Le taux de croissance des exportations de services augmente quant à lui de 4,0 % à 8,0 %. Toutefois, la progression des importations ralentit encore plus, passant de 14,6 % en 1997 à 5,8 % en 1998, et elle devient nettement inférieure à celle des exportations, que ce soit globalement, au titre des biens (de 16,9 % à 7,3 %) ou au titre des services (de 2,2 % à - 3,2 %). Dans ces circonstances, le solde extérieur en dollars courants demeure positif mais, contrairement à son évolution en volume, il continue de décroître et se chiffre à 12,6 milliards de dollars en 1998 (15,2 milliards en 1997). La réduction du solde des marchandises, qui diminue de 23,7 milliards, en 1997, à 18,9 milliards en 1998, explique cette situation car le solde des services continue de s'améliorer, tout en restant négatif, et passe de - 8,5 milliards à - 6,2 milliards.

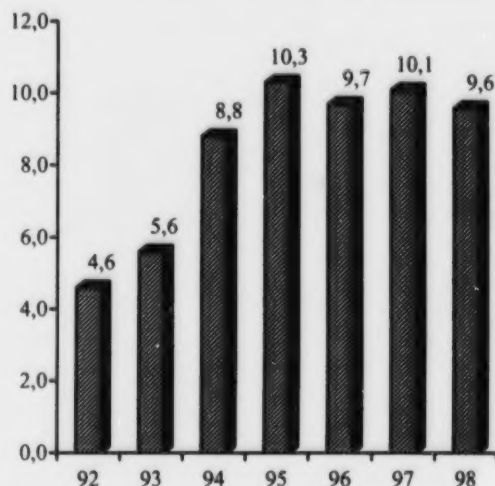
Le taux de chômage continue de se résorber en 1998 (8,3 %), ce qui prolonge la tendance à la baisse amorcée en 1993 mais interrompue en 1996 (9,7 %). Le nombre de chômeurs suit la même évolution et diminue en 1998, pour s'établir à 1 305 100. Le nombre total d'emplois atteint 14 326 400 en 1998. La création nette de 385 800 emplois (2,8 %) montre une accélération par rapport à 1997 (1,9 %) et 1996 (1,3 %). La population active continue de croître en 1998, soit de 277 500 ou 1,8 %, mais un peu plus rapidement qu'en 1997 (1,4 %).

L'indice des prix à la consommation (1992=100) s'élève de 107,6, en 1997, à 108,6 en 1998, soit une hausse de 0,9 % qui est inférieure à celle de 1997 (1,6 %) et la plus modeste depuis 1994 (0,2 %). Par ailleurs, l'indice implicite des prix du PIB (1992=100) diminue, passant de 107,5 (0,8 %) en 1997 à 106,9 (- 0,6 %) en 1998. Ainsi, l'économie canadienne préserve la stabilité des prix sans trop ralentir sa croissance.

Le produit intérieur brut en termes de revenus

Le PIB nominal du Québec, aux prix du marché, s'accroît de 3,2 % en 1998 et dépasse les 193,2 milliards de dollars, comparativement à 187,3 milliards (4,1 %) en 1997. Pour sa part, le revenu intérieur net au coût des facteurs progresse de 2,2 % en 1998, passant de 138,6 milliards à 141,7 milliards de dollars.

Graphique 1
Taux de profit des sociétés avant impôt,
Québec, 1992-1998



Les composantes du produit intérieur net au coût des facteurs

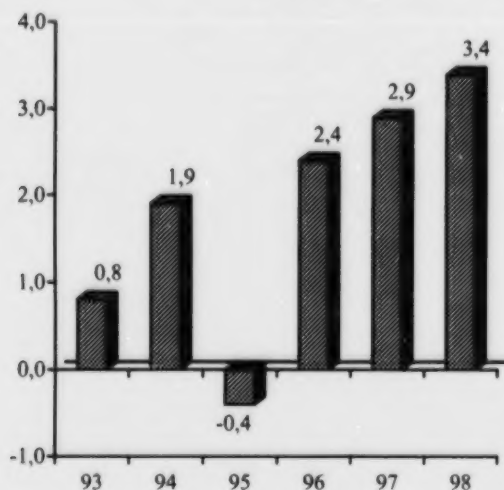
La rémunération des salariés, qui représente 52,8 % du PIB, augmente de 4,0 % en 1997 et de 2,9 % en 1998, atteignant 102,0 milliards de dollars. Le ralentissement observé dans l'accroissement de cette variable signifie un retour à un rythme plus durable, après la robuste poussée de 1997. Par ailleurs, la création nette de 67 200 emplois, presque tous (64 200) à plein temps, surpasse celle de 1997, et le taux de chômage continue de reculer (10,4 %) par rapport à 1997 (11,4 %) et à 1996 (11,8 %).

Les bénéfices des sociétés avant impôt s'élèvent à 16,0 milliards en 1998 (- 0,3 %), ce qui marque à la fois une pause par rapport à 1997 (9,0 %) et un second recul en 3 ans (- 1,7 % en 1996). Toutefois, leur hausse récente la plus forte demeure celle de 1994, soit 61,7 %. Par ailleurs, le taux de profit⁵ s'établit à 9,6 % en 1998 (graphique 1), en baisse par rapport à 1997 (10,1 %).

Les intérêts et revenus divers de placement décroissent de 3,9 % en 1998 et se chiffrent à 11,9 milliards de dollars. Cette diminution est la quatrième et la plus forte des six dernières années; elle reflète

5. Le taux de profit correspond au rapport entre les bénéfices des sociétés avant impôt et la demande intérieure finale, excluant les dépenses des administrations publiques en rémunération des salariés.

Graphique 2
Taux de croissance de la demande intérieure finale
aux prix de 1992, Québec, 1993-1998



l'évolution des taux d'intérêt, qui continuent de se maintenir à des niveaux historiquement bas en 1997 et en 1998.

Le revenu net des entreprises individuelles non agricoles (loyers compris) s'élève à 11,5 milliards de dollars (6,2 %) en 1998, tandis que le revenu comptable net des exploitants agricoles est de 662 millions, en hausse de 4,7 %.

Les autres composantes

Le produit des impôts indirects en 1997 atteint 30,8 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 3,3 %, la quatrième consécutive depuis 1993. Les subventions chutent, pour leur part, de 5,5 % en 1997 et se chiffrent à 2,8 milliards; cette diminution est la troisième d'affilée depuis 1994. Les provisions pour consommation de capital s'élèvent à 21,8 milliards en 1997, une progression de 3,0 % par rapport à 1996.

L'importance des composantes

En 1998, la rémunération des agents économiques, telle que mesurée par le produit intérieur net au coût des facteurs, croît de 2,2 % et compte pour 73,3 % du PIB. Le rang de ses cinq grandes composantes, en ordre décroissant selon leur part relative du PIB, s'établit comme suit : la rémunération des salariés (52,8 %), les bénéfices des sociétés avant impôt (8,3 %), les intérêts et revenus divers de placement (6,2 %), le

revenu net des entreprises non agricoles (6,0 %) et le revenu comptable net des exploitants agricoles (0,3 %).

Le produit intérieur brut en termes de dépenses

La demande intérieure finale

La demande intérieure finale croît de 4,0 %, passant de 185,3 milliards de dollars en 1997 à 192,8 milliards en 1998; en dollars constants, l'accroissement est de 3,4 % (graphique 2). En termes réels, cette hausse est supérieure à celle du PIB (2,6 %), en raison de la progression de l'investissement en stocks des entreprises et des administrations publiques, ainsi que d'une aggravation du déficit du solde extérieur.

Les dépenses personnelles de consommation

Les dépenses personnelles en biens et services s'élèvent à plus de 117,8 milliards de dollars courants, en hausse de 3,9 %, contre 113,4 milliards (5,3 %) en 1997. En dollars constants, l'accroissement est de 3,5 % en 1997 et de 2,9 % en 1998, dans un contexte voisin de la stabilité des prix. En effet, l'indice implicite des prix du PIB (1992=100) progresse de 0,7 % en 1998, comme en 1997, passant de 104,8 à 105,5. Par ailleurs, l'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services augmente de 1,1 %, et l'indice global des prix à la consommation pour le Québec passe de 104,9 à 106,4 (1,4%).

En dollars courants, les dépenses en biens durables augmentent de 6,2 % en 1998 (13,3 % en 1997) et s'élèvent à 16,6 milliards. Celles en biens semi-durables s'accroissent de 5,7 % (4,2 % en 1997), pour se chiffrer à près de 11,1 milliards, et celles en biens non durables sont en hausse de 1,9 % (3,0 % en 1997) et atteignent 30,6 milliards.

En termes réels, le taux de croissance des dépenses en biens durables en 1998 (6,6 %) est le 2^e plus élevé des six dernières années et le sixième consécutif en augmentation. En revanche, les biens non durables (1,0 %) montrent une aussi faible hausse qu'en 1993 (1,0 %) et dépassant de peu celle de 1997 (0,5 %). Par ailleurs, les biens semi-durables (4,4 %) enregistrent leur meilleure croissance depuis 1994 (5,8 %), après que celle-ci est tombée à 0,5 % en 1996.

Les dépenses publiques courantes

Les dépenses courantes en biens et services de toutes les administrations publiques passent de 42,0 milliards de dollars en 1997 à 42,6 milliards en 1998, une

première augmentation (1,6 %) depuis 1994. En dollars constants, ces dépenses montrent leur première hausse (1,5 %) des six dernières années, une situation qui fait ressortir la longue durée du processus d'assainissement budgétaire réalisé par les administrations publiques.

La part relative des dépenses publiques courantes en biens et services dans le PIB (graphique 3) diminue progressivement entre 1992 (26,7 %) et 1998 (22,1 %). La résorption se fait plus prononcée en 1994 et en 1997, années où la croissance s'accélère, mais aussi en 1995.

Les investissements des entreprises

En dollars courants, les investissements des entreprises en capital fixe augmentent de 8,9 % en 1998 et atteignent 28,1 milliards de dollars; cette hausse est la troisième consécutive et la quatrième en six ans (4,8 % en 1994). En dollars constants, les taux de croissance sont également positifs de 1996 à 1998 (8,5 %), mais négatifs en 1993 et en 1995.

Les investissements en construction non résidentielle contribuent largement à la croissance réelle de 1998, avec leur augmentation de 30,1 % qui met fin à une série de quatre reculs consécutifs. Les investissements en machines et matériel (6,0 %) montrent une hausse beaucoup moins forte que celle de 1997 (21,0 %), mais qui est la cinquième de suite. Par contre, la construction résidentielle (- 0,3 %) recule pour la troisième fois en six ans.

Les investissements publics

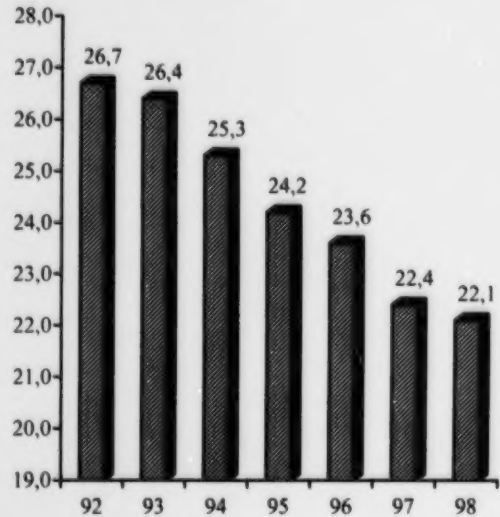
Les investissements des administrations publiques en capital fixe s'établissent à près de 4,3 milliards de dollars en 1998, une hausse de 1,6 % qui comprend une augmentation des investissements en structures (2,8 %) et une diminution de ceux en machines et matériel (- 1,7 %). En dollars constants toutefois, ces investissements progressent de 4,0 %, après un repli en 1997 (- 7,8 %); les investissements en structures croissent de 2,6 % et ceux en machines et matériel, de 7,1 %.

Le compte extérieur

Pour la cinquième fois en sept ans, le solde extérieur global du Québec est négatif. Il passe, en effet, de - 6,2 milliards de dollars en 1993 à un sommet de près de 3,2 milliards en 1995, en raison d'une très forte poussée des exportations internationales de biens durant cette période (ex. : 27,7 % en 1994). Par la suite, le solde redescend à 357 millions en 1996, à - 90 millions en 1997 et à - 157 millions en 1998, car les importations internationales de biens croissent plus rapidement que les exportations internationales de biens en 1996 et 1997, tandis qu'en 1998 ce sont les importations interprovinciales qui croissent plus vite que les

Graphique 3

Part relative des dépenses publiques courantes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 1992-1998



exportations interprovinciales. En dollars constants, le solde global n'est positif qu'en 1995, alors que les exportations totales croissent plus vite que les importations totales pour une troisième année consécutive, contrairement à 1996 et 1998.

Les exportations totales augmentent de 7,7 % en 1998 (tableau III), pour atteindre 110,5 milliards, ce qui correspond à 57,2 % du PIB. Cette hausse est moins prononcée qu'en 1997 (7,9 %), mais nettement supérieure à celle de 1996 (1,5 %). Le ralentissement de croissance en 1998 s'explique par la faible progression des exportations de biens vers les autres provinces (1,5 %). Par ailleurs, les exportations internationales de biens atteignent 63,1 milliards (9,3 %) et croissent au même rythme qu'en 1997, quoique beaucoup plus rapidement qu'en 1996 (1,1 %). Les exportations de biens vers les autres provinces s'élèvent à près de 27,6 milliards (1,5 %) et croissent pour la seconde fois depuis leur recul de 1996 (- 0,6 %). Les exportations de services montrent de fortes hausses, que ce soit vers les autres pays (10,5 %) ou vers les autres provinces (10,3 %).

Les importations totales se chiffrent à 110,6 milliards de dollars, ou 57,0 % de la demande intérieure totale, et voient ralentir leur croissance en 1998 (7,7 %) par rapport à 1997 (8,4 %). En 1996 et 1997, elles progressent plus vite que les exportations, mais au même rythme en 1998, de sorte que le surplus du solde extérieur redevient déficitaire à partir de 1997. L'évolution des importations interprovinciales de biens, qui s'élèvent à

Tableau III
Évolution des variables du compte extérieur, Québec, 1994-1998

Variable	1994	1995	1996	1997	1998
	Variation en %				
Exportations totales	15,5	12,4	1,5	7,9	7,7
Internationales	26,6	14,2	2,5	9,1	9,4
Biens	27,7	15,2	1,1	9,3	9,3
Services	19,5	7,3	13,4	8,0	10,5
Interprovinciales	0,9	9,3	- 0,2	5,9	4,5
Biens	3,4	8,5	- 0,6	4,7	1,5
Services	- 4,1	11,1	0,6	8,3	10,3
Importations totales	8,0	7,0	4,7	8,4	7,7
Internationales	7,4	8,0	6,2	11,9	8,8
Biens	7,2	8,6	6,6	13,2	8,9
Services	8,5	5,0	3,7	4,7	8,2
Interprovinciales	8,8	5,5	2,4	2,9	5,9
Biens	20,7	7,1	0,2	1,3	3,3
Services	- 5,8	2,9	5,9	5,3	9,7

Source : Tableau 2, chapitre 3.

23,0 milliards (3,3 %), contribue à modérer l'accroissement des importations totales. Par ailleurs, les importations interprovinciales de services montrent une croissance robuste en 1998 (9,7 %), de même que les importations internationales de biens (8,9 %) et de services (8,2 %).

Les termes de l'échange⁶ globaux du Québec ne s'améliorent que de 0,7 % entre 1992 (100,0) et 1998 (100,7), leur meilleur résultat se situant en 1995 (101,7). Leur situation se détériore en 1996 (- 0,3 %) et en 1997 (- 0,8 %), dans un contexte où les prix des exportations diminuent plus que ceux des importations, avant de se redresser en 1998 (0,1 %).

Les termes de l'échange internationaux de biens, qui ont de loin le plus de poids dans les termes globaux, passent de 100,0 en 1992 à 105,8 en 1995, mais s'abaissent à 103,5 en 1998 (0,2 %), après leur baisse de 1996 (- 1,0 %) et de 1997 (- 1,3 %). Par contre, les termes de l'échange internationaux de services se détériorent sensiblement entre 1992 et 1998 (- 14,3 %), passant de 100,0 à 85,7, malgré une faible remontée entre 1994 (90,1) et 1996 (90,6).

Les termes de l'échange de biens avec les autres provinces évoluent en sens inverse de ceux avec les autres pays, car ils se détériorent entre 1992 et 1995 (97,7) puis

s'améliorent jusqu'à 1998 (99,5), sans toutefois reprendre entièrement le terrain perdu depuis 1992. Quant aux termes de l'échange internationaux de services, leur modeste repli entre 1992 et 1995 (99,8) est plus que compensé par leur amélioration subséquente jusqu'à 1998 (100,4).

La production de biens et de services

La production globale

Le PIB, au coût des facteurs de l'ensemble des 14 activités économiques, se chiffre à 164,9 milliards en dollars courants en 1998, une hausse de 3,0 % par rapport aux 159,7 milliards de 1997. La croissance de cet agrégat ralentit donc en 1998, après sa progression vigoureuse de 1997 (4,0 %), elle-même la plus élevée depuis 1994 (5,8 %).

Les activités économiques

Parmi les 14 activités économiques, huit enregistrent une croissance supérieure à celle du PIB au coût des facteurs en 1998; ce sont l'exploitation forestière (8,2 %), les industries manufacturières (5,5 %), la construction (9,3 %), le transport et l'entreposage (3,9 %), les communications (15,1 %), le commerce de gros (3,9 %) et de détail (3,5 %) ainsi que les finances, assurances et affaires immobilières (3,5 %). Ces activités représentent 62,3 % du PIB total au coût des facteurs en 1998. Deux autres activités affichent des taux de croissance positifs, mais inférieurs à celui de l'ensemble : les mines, carrières et puits de pétrole (0,2 %) et les services (0,3 %). Elles comptent pour 25,8 % du PIB total. Enfin, quatre activités voient décroître leur PIB en 1998, soit l'agriculture (- 1,4 %), la pêche et le piégeage (- 9,8 %), les autres services d'utilité publique (- 5,4 %) et l'administration publique et la défense (- 1,0 %); ces groupes constituent 12,0 % du PIB total.

Le sous-ensemble des six activités productrices de biens voit son PIB s'élever de 49,4 milliards de dollars, en 1997, à 52,2 milliards en 1998, soit une hausse de 5,6 %; sa part relative s'établit alors à 31,6 % (30,9 % en 1997). L'exploitation forestière et la construction contribuent le plus à cette croissance. Par ailleurs, le PIB des huit activités productrices de services passe de 110,7

6. Les termes de l'échange sont le prix relatif auquel s'effectue le commerce extérieur d'un territoire. Ils se mesurent sous forme d'indice en base 1992=100, en divisant l'indice implicite de prix des exportations par celui des importations.

milliards, en 1997, à 112,7 milliards (1,9 %) en 1998 et leur part relative, de 69,1 % à 68,4 %. Les groupes des communications et du commerce de gros participent le plus à la croissance de ce second sous-ensemble.

La rémunération des salariés augmente globalement (2,9 %) en 1998, dans toutes les activités économiques sauf trois : les services (- 0,2 %), l'administration publique et la défense (- 1,4 %), ainsi que la pêche et le piégeage (- 4,0 %). Dans chacune des 11 autres activités, son taux de croissance se situe entre 2,2 % et 9,4 %.

La provenance et l'utilisation du revenu personnel

La provenance du revenu personnel

Le revenu personnel, c'est-à-dire la somme de tous les revenus avant impôt des ménages (revenus de travail, de placement ou de transfert), se chiffre à 165,4 milliards en 1998. Cela représente une augmentation de 3,2 %, comparativement à 2,6 % en 1997 et à 1,9 % en 1996.

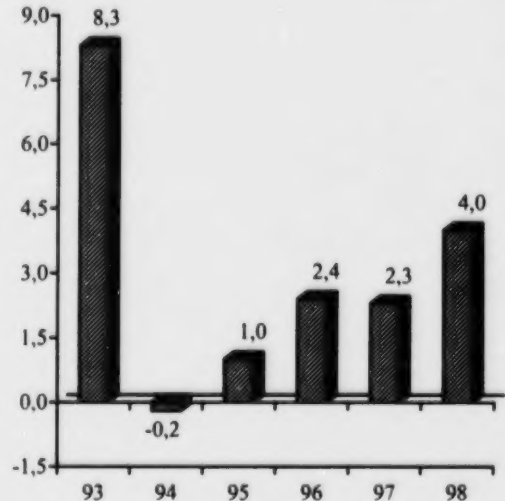
La rémunération des salariés s'élève à 103,5 milliards de dollars (2,9 %) en 1998. Elle croît moins vite que le revenu personnel pour la quatrième fois en six ans, les deux exceptions étant 1994 (2,3 %) et 1996 (1,7 %). La croissance de cette variable en 1998 correspond à une hausse de 2,9 milliards, ou 56,1 % de l'augmentation d'ensemble, bien qu'elle compte pour 62,6 % de tout le revenu personnel.

Les transferts courants des administrations publiques aux particuliers, la seconde grande composante du revenu personnel, augmentent de 4,0 % en 1998 et atteignent 29,9 milliards de dollars (graphique 4). Cette progression est la plus importante depuis 1993 (8,3 %), la seule autre année, avec 1996 (2,4 %), où ces transferts croissent plus vite que le revenu personnel. Les intérêts, dividendes et revenus divers de placement augmentent pour la quatrième fois en six ans et s'établissent à 19,0 milliards (2,6 %), soit 545 millions de moins qu'en 1996, en raison de leur recul de 1997 (- 4,7 %).

La part relative des transferts courants des administrations publiques aux particuliers correspond à 18,1 % du revenu personnel en 1998, une proportion voisine de celle de 1996 (18,0 %), mais inférieure à celles de 1993 (18,6 %) et de 1994 (18,3 %). De même, la part des intérêts, dividendes et revenus divers de placement, qui est de 11,5 % en 1998, tend à diminuer depuis 1992 (12,9 %), excepté en 1995 alors qu'elle remonte de 12,0 % à 12,8 % du revenu personnel.

Graphique 4

Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1993-1998



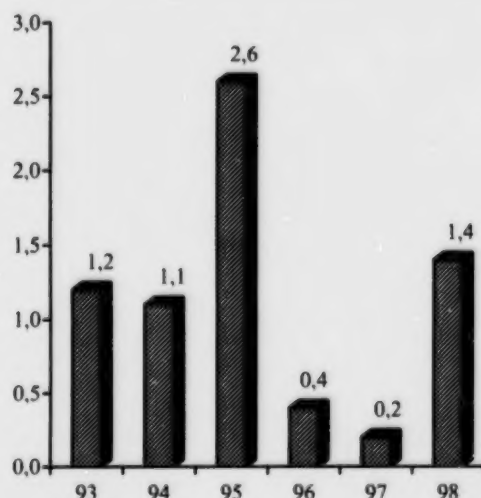
La contribution du revenu de travail, salarié ou autonome, atteint le cap des 70 % du revenu personnel en 1997 et s'y maintient en 1998 (70,0 %), après avoir varié entre 68,8 % et 69,3 % de 1992 à 1996. Cette évolution est causée surtout par la progression graduelle de la part du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, qui passe de 6,1 % en 1992 à 7,0 % en 1998. La part relative de la rémunération des salariés est la même en 1998 (62,6 %) qu'en 1992, après avoir oscillé entre 62,0 % et 62,8 % au cours des cinq autres années. Enfin, la part du revenu net des exploitants agricoles se maintient entre 0,4 % et 0,5 % du revenu personnel d'une année à l'autre (0,4 % en 1998).

L'utilisation du revenu personnel

La répartition du revenu personnel entre ses trois principales utilisations (98,4 % du total) montre, en 1997, un gain d'importance des transferts aux administrations publiques et des dépenses personnelles en biens et services, au détriment de l'épargne personnelle. La part relative des transferts aux administrations publiques passe graduellement de 23,7 % en 1993 à 25,9 % en 1998. Quant à leur taux de croissance, il est de 5,5 % en 1998. La part relative des dépenses en biens et services progresse graduellement entre 1992 (67,0 %) et 1998 (71,3 %), malgré un repli entre 1994 (68,4 %) et 1995 (67,7 %); elle est propulsée par une croissance nominale supérieure à celle du revenu personnel, sauf en 1995. La part de l'épargne personnelle se réduit de façon marquée

Graphique 5

Taux de croissance du revenu personnel disponible, en dollars constants, Québec, 1993-1998



en 1998 (1,6 %) par rapport à 1997 (2,7 %), car elle chute (- 38,1 %) pour la quatrième fois en cinq ans.

Le revenu personnel disponible

Le revenu personnel disponible, soit le revenu personnel diminué des transferts courants versés par les particuliers aux administrations publiques (dont les impôts directs), se chiffre à 122,5 milliards de dollars en 1998; sa hausse (2,5 %) est la plus élevée depuis 1995 (2,8 %). Toutefois, le taux de croissance obtenu en tenant compte de l'évolution des prix⁷ (graphique 5) est de 1,5 % en 1998, après deux faibles hausses en 1996 (0,4 %) et en 1997 (0,2 %).

Par ailleurs, le produit des impôts directs des particuliers atteint près de 29,8 milliards de dollars en 1998, en hausse de 6,3 %, comparativement à 28,0 milliards (5,8 %) en 1997. Depuis son recul de 1993 (- 1,0 %), cette variable montre une croissance en constante accélération (3,5 % en 1994).

L'épargne personnelle

L'épargne personnelle se chiffre à 2,6 milliards en 1998 (- 38,1 %), et le taux d'épargne correspond à 2,1 % du revenu personnel disponible. Par rapport à 1995, la chute cumulative est majeure, que ce soit dans le montant de l'épargne (- 70,8 %), qui s'élevait alors à 9,0 milliards, ou dans le taux d'épargne (7,8 % en 1995). La croissance nominale du produit intérieur brut selon les dépenses en 1998, soit 6,0 milliards, est donc assurée dans

une mesure significative (27,0 %) par la réduction de 1,6 milliard dans l'épargne personnelle annuelle.

Déjà, entre 1992 et 1997, l'épargne personnelle montre une tendance à la baisse, passant de 10,5 milliards à 4,2 milliards, sauf en 1995 alors qu'elle remonte par rapport aux 8,7 milliards de 1994. De même, le taux d'épargne recule de 9,7 %, en 1992, à 3,6 % en 1997, avec une remontée en 1995 (7,8 %) par rapport à 1994 (7,7 %).

Les recettes et les dépenses courantes du secteur public

Les recettes de l'ensemble des administrations publiques s'élèvent à 91,7 milliards de dollars en 1998, en hausse de 4,4 %, tandis que les dépenses courantes nettes — excluant les transferts entre gouvernements — atteignent 97,0 milliards (3,1 %), ce qui constitue leur plus forte hausse nominale depuis 1992 (3,2 %). Ainsi, le déficit des administrations publiques au Québec, sur la base des comptes économiques, s'établit à 5,3 milliards en 1998, comparativement à 6,2 milliards en 1997. Ce déficit est en résorption pour la cinquième année de suite, mais de façon moins prononcée qu'en 1997 et en 1996.

Les sources de recettes

Le produit des impôts directs des particuliers atteint presque 29,8 milliards de dollars en 1998, en hausse de 6,3 %, comparativement à 28,0 milliards en 1997. La part relative de ces impôts dans les recettes totales en 1998 (32,3 %) remonte à son niveau de 1992, après un repli à 31,8 % en 1995. Les impôts directs perçus par l'Administration fédérale augmentent de 6,2 % en 1998 (7,4 % en 1997) et représentent 40,2 % de ses recettes, tandis que ceux perçus par l'Administration provinciale croissent de 6,3 % (4,3 % en 1997) et comptent pour 30,3 % de ses recettes. Par ailleurs, les cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec se chiffrent à 4,1 milliards en 1998, soit une hausse de 12,4 %.

En 1998, le produit des impôts indirects versés à l'ensemble des administrations publiques, qui représente 34,9 % des recettes totales, augmente de 5,2 % et s'élève à près de 32,0 milliards de dollars. La part relative de ces impôts dans les recettes totales marque donc la fin d'une baisse constante de 1992 (38,1 %) à 1997 (34,6 %). Les impôts indirects versés à l'Administration fédérale croissent de 1,5 %, ceux versés à l'Administration provinciale, de 8,5 % et ceux versés aux administrations locales, de 1,4 %. Les impôts indirects correspondent à 21,1 % des recettes de l'Administration fédérale, à 33,7 % de celles de l'Administration provinciale et à 52,5 % de celles des administrations locales.

7. L'indice implicite de prix des dépenses personnelles en biens et services sert à dégonfler le revenu personnel disponible.

La principale composante des impôts indirects perçus par l'Administration fédérale, soit la taxe sur les produits et services (TPS), augmente de 3,1 % en 1998 et compte pour 65,9 % du total; sa part relative progresse constamment depuis 1992 (59,2 %). Du côté de l'Administration provinciale, les deux plus importantes catégories d'impôts indirects sont la taxe sur les ventes au détail et les taxes sur la rémunération; leurs recettes croissent de 16,5 % et 4,5 %, tandis que leur part relative est de 38,5 % et 22,1 % respectivement. Du côté des administrations locales, les impôts fonciers et mobiliers fournissent 84,2 % des impôts indirects et croissent de 1,4 % en 1998.

Les revenus de placement des administrations publiques demeurent stables en 1998 (0,0 %) et se chiffrent à 9,1 milliards de dollars, tout comme en 1997. Les revenus de placement de l'Administration fédérale croissent de 3,3 %, tandis que ceux de l'Administration provinciale décroissent de 0,6 % et ceux des administrations locales, de 0,4 %. Par ailleurs, les revenus de placement du Régime de rentes du Québec montrent leur troisième recul consécutif (- 7,3 %) et s'établissent à 713 millions. Depuis 1990, ces revenus n'augmentent qu'une seule fois, soit en 1995 (4,3 %) alors qu'ils s'élevaient encore à 963 millions.

Les composantes des dépenses

Les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques augmentent de 1,6 % en 1998, contrairement aux deux reculs de 1,0 % en 1997 et en 1996, et se chiffrent à 42,6 milliards de dollars. La rémunération des salariés absorbe 61,5 % de ces dépenses, le reste étant réparti parmi les autres achats de biens et de services : fournitures, entretien, transport, loyers, services commerciaux, etc. Les seules dépenses courantes nettes en biens et services qui diminuent sont celles des administrations locales (- 0,1 %), plus précisément celles des commissions scolaires (- 1,8 %), les dépenses des autres administrations locales étant en hausse de 2,1 %. Par ailleurs, les dépenses courantes nettes de l'Administration fédérale croissent de 5,4 % et celles de l'Administration provinciale, de 1,3 %. Dans ce dernier cas, l'augmentation d'ensemble inclut l'effet de l'évolution des dépenses des secteurs de la santé et des services sociaux (0,8 %) et de l'éducation (0,03 %), ainsi que du Régime de rentes du Québec (1,3 %). La répartition de ces dépenses entre les salaires et les autres achats de biens et services diffère sensiblement selon l'administration, comme le montre la part relative des salaires dans les dépenses courantes en biens et services des administrations fédérale (48,6 %), provinciale (60,8 %) et locales (70,6 %).

Les transferts courants aux particuliers totalisent 29,9 milliards en 1998 (4,0 %) et leur croissance s'accélère graduellement depuis leur recul de 1994

(- 0,2 %). Leur part relative des dépenses courantes totales progresse régulièrement aussi entre 1992 (28,5 %) et 1998 (30,8 %).

Les transferts courants aux particuliers provenant de l'Administration fédérale croissent pour la troisième année consécutive et s'élèvent à 13,7 milliards de dollars (1,2 %) en 1998, soit 4,4 % de moins que leur sommet des sept dernières années (14,3 milliards) atteint en 1993. Deux de ces transferts (sur onze) comptent à eux seuls pour 68,1 % du total : les prestations d'assurance-emploi, qui diminuent (- 3,7 %) pour la sixième année de suite, et les prestations de la sécurité de la vieillesse (3,0 %), qui croissent tous les ans. L'Administration provinciale voit ses transferts courants aux particuliers passer à 10,6 milliards (7,6 %) en 1998. L'aide sociale dans son ensemble (maintien du revenu et autres) compte pour 26,3 % de ce total, comparativement à 41,1 % en 1992, et les paiements à ce titre totalisent 2,8 milliards (- 12,0 %), résultat d'une troisième diminution depuis leur sommet de 3,5 milliards (ou 38,5 % du total) en 1995. L'autre catégorie en baisse est celle de l'indemnisation des accidentés du travail (- 0,7 %). Les trois autres catégories de transferts augmentent en 1998, notamment les pensions de la fonction publique, qui passent de 1,9 milliard à 2,5 milliards (33,8 %), mais aussi les subventions aux associations de bienfaisance (15,4 %) et les transferts divers (12,4 %).

Le Régime de rentes du Québec (RRQ) verse plus de 5,5 milliards en prestations en 1998, soit 4,5 % de plus qu'en 1997, et celles-ci comptent pour 18,5 % de tous les transferts des administrations publiques aux particuliers. Ces prestations surpassent les recettes totales du RRQ d'année en année depuis 1992. Celui-ci réalise en 1982 sa plus forte épargne annuelle, soit 914 millions, mais cette épargne s'amenuise constamment jusqu'à 1991 (38 millions) et devient, entre 1992 et 1997, une désépargne en aggravation constante (- 938 millions en 1997). En 1998, pour la première fois depuis 1992, l'épargne du RRQ (- 780 millions) surpasse celle de l'année précédente.

Les paiements d'intérêt sur la dette de l'ensemble des administrations publiques s'élèvent à 21,0 milliards de dollars (2,4 %) en 1998, comparativement à 20,5 milliards (1,4 %) en 1997, et comptent pour 21,6 % des dépenses publiques courantes, soit un peu moins qu'en 1997 (21,8 %). Toutefois, la part relative de cette composante varie d'un palier de gouvernement à l'autre, de même que son évolution récente. Ainsi, entre 1996 et 1998, cette part relative tend à se stabiliser dans les dépenses courantes de l'Administration fédérale (de 27,5 % à 27,4 %) et des administrations locales (de 11,1 % à 11,2 %). Dans le cas de l'Administration provinciale, elle se stabilise plutôt en 1997 et en 1998, à 16,7 %, après une croissance régulière de 1992 (12,0 %) à 1996 (15,2 %).



Tableau 1
Produit intérieur brut en termes de revenus, Québec, 1992-1998

Revenus	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Rémunération des salariés ¹	88 186	89 153	91 245	93 580	95 352	99 161	102 029
02 Bénéfices des sociétés avant impôt	6 377	7 951	12 860	14 982	14 733	16 057	16 008
03 Intérêts et revenus divers de placement	12 514	12 391	12 176	12 253	11 920	12 397	11 912
04 Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	553	653	624	632	774	632	662
05 Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	8 768	9 324	9 443	9 609	10 096	10 833	11 504
06 Ajustement de la valeur des stocks	-762	-447	-1 369	-708	-260	-443	-395
07 Revenu intérieur net au coût des facteurs	115 636	119 025	124 979	130 348	132 615	138 637	141 720
08 Impôts indirects moins subventions	24 145	24 249	24 304	25 918	26 240	27 519	28 418
09 Impôts indirects	27 763	27 383	27 576	28 990	29 187	30 398	31 964
10 Subventions	3 618	3 134	3 272	3 072	2 947	2 879	3 546
11 Provisions pour consommation de capital	17 437	18 089	18 847	19 834	21 079	21 569	22 415
12 Divergence statistique	1 139	730	2 018	1 007	-105	-459	690
13 Produit intérieur brut aux prix du marché	158 357	162 093	170 148	177 107	179 829	187 266	193 243
14 Produit intérieur brut au coût des facteurs	134 212	137 844	145 844	151 189	153 589	159 747	164 825

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base intérieure.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 2
Produit intérieur brut en termes de dépenses, Québec, 1992-1998

Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	'000 000 \$						
01 Dépenses personnelles en biens et services de consommation¹	95 652	98 753	101 468	103 733	107 641	113 379	117 835
02 Biens durables	11 794	11 957	12 555	12 828	13 773	15 607	16 576
03 Biens semi-durables	8 971	9 380	9 864	10 052	10 070	10 492	11 087
04 Biens non durables	27 252	27 775	27 616	28 127	29 155	30 040	30 623
05 Services	47 635	49 641	51 433	52 726	54 643	57 240	59 549
06 Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	42 239	42 742	43 026	42 814	42 388	41 962	42 616
07 Formation brute de capital fixe des administrations publiques	4 063	4 327	4 663	4 604	4 555	4 200	4 268
08 Structures	3 132	3 150	3 452	3 458	3 407	3 112	3 198
09 Machines et matériel	931	1 177	1 211	1 146	1 148	1 088	1 070
10 Investissement des administrations publiques en stocks	-15	-2	-	11	-1	2	-10
11 Formation brute de capital fixe des entreprises	22 786	22 722	23 804	21 951	23 648	25 782	28 065
12 Bâtiments résidentiels	8 307	8 093	9 337	7 224	8 465	8 882	8 940
13 Ouvrages non résidentiels	5 858	6 421	5 688	5 418	5 344	5 135	6 927
14 Machines et matériel	8 621	8 208	8 779	9 309	9 839	11 765	12 198
15 Investissement des entreprises en stocks	-553	452	438	1 848	1 136	1 572	1 316
16 Non agricoles	-462	422	364	1 899	1 101	1 550	1 355
17 Agricoles	-91	30	74	-51	35	22	-39
18 Exportations de biens et services	65 224	72 120	83 288	93 591	95 040	102 593	110 470
19 Aux autres pays	34 540	40 921	51 823	59 188	60 697	66 224	72 459
20 Biens	29 700	35 538	45 388	52 284	52 870	57 772	63 123
21 Services	4 840	5 383	6 435	6 904	7 827	8 452	9 336
22 Aux autres provinces	30 684	31 199	31 465	34 403	34 343	36 369	38 011
23 Biens	20 426	20 463	21 168	22 964	22 833	23 905	24 261
24 Services	10 258	10 736	10 297	11 439	11 510	12 464	13 750
Moins :							
25 Importations de biens et services	69 898	78 291	84 523	90 440	94 683	102 683	110 627
26 Aux autres pays	41 324	47 527	51 050	55 139	58 537	65 490	71 241
27 Biens	34 777	40 011	42 894	46 575	49 660	56 200	61 187
28 Services	6 547	7 516	8 156	8 564	8 877	9 290	10 054
29 Aux autres provinces	28 574	30 764	33 473	35 301	36 146	37 193	39 386
30 Biens	16 199	16 944	20 451	21 902	21 956	22 244	22 984
31 Services	12 375	13 820	13 022	13 399	14 190	14 949	16 402
32 Divergence statistique	-1 141	-730	-2 016	-1 005	105	459	-690
33 Produit intérieur brut aux prix du marché	158 357	162 093	170 148	177 107	179 829	187 266	193 243
34 Demande intérieure finale	164 740	168 544	172 961	173 102	178 232	185 323	192 784

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Source : Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 3
Produit intérieur brut aux prix de 1992, Québec, 1992-1998

Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	'000 000 \$						
01 Dépenses personnelles en biens et services de consommation¹	95 652	97 245	100 292	102 323	104 889	108 532	111 636
02 Biens durables	11 794	11 800	12 089	12 214	12 936	14 521	15 475
03 Biens semi-durables	8 971	9 351	9 891	10 165	10 215	10 490	10 953
04 Biens non durables	27 252	27 534	28 535	29 210	29 661	29 801	30 097
05 Services	47 635	48 560	49 777	50 734	52 077	53 720	55 111
06 Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	42 239	42 157	41 735	41 029	40 412	39 985	40 591
07 Formation brute de capital fixe des administrations publiques	4 063	4 325	4 589	4 463	4 520	4 167	4 335
08 Structures	3 132	3 159	3 397	3 278	3 166	2 837	2 910
09 Machines et matériel	931	1 166	1 192	1 185	1 354	1 330	1 425
10 Investissement des administrations publiques en stocks	-15	-2	-	10	-1	1	-9
11 Formation brute de capital fixe des entreprises	22 786	22 312	22 639	20 764	22 742	24 808	26 924
12 Bâtiments résidentiels	8 307	7 903	8 884	6 805	7 907	8 224	8 201
13 Ouvrages non résidentiels	5 858	6 362	5 443	5 074	5 046	4 743	6 173
14 Machines et matériel	8 621	8 047	8 312	8 885	9 789	11 841	12 550
15 Investissement des entreprises en stocks	-553	422	385	1 423	993	1 286	1 180
16 Non agricoles	-462	406	284	1 474	911	1 271	1 177
17 Agricoles	-91	16	101	-51	82	15	3
18 Exportations de biens et services	65 224	70 045	76 479	80 251	82 245	89 002	95 222
19 Aux autres pays	34 540	39 402	46 615	49 182	51 764	57 085	61 823
20 Biens	29 700	34 155	40 537	42 851	44 725	49 628	53 740
21 Services	4 840	5 247	6 078	6 331	7 039	7 457	8 083
22 Aux autres provinces	30 684	30 643	29 864	31 069	30 481	31 917	33 399
23 Biens	20 426	20 045	19 883	20 306	19 901	20 766	21 020
24 Services	10 258	10 598	9 981	10 763	10 580	11 151	12 379
Moins :							
25 Importations de biens et services	69 898	74 878	76 912	78 941	83 075	89 606	96 010
26 Aux autres pays	41 324	44 943	45 589	47 455	51 236	57 240	61 389
27 Biens	34 777	38 076	38 653	40 378	44 005	49 865	53 929
28 Services	6 547	6 867	6 936	7 077	7 231	7 375	7 460
29 Aux autres provinces	28 574	29 935	31 323	31 486	31 839	32 366	34 621
30 Biens	16 199	16 386	18 721	18 910	18 761	18 953	19 808
31 Services	12 375	13 549	12 602	12 576	13 078	13 413	14 813
32 Divergence statistique	-1 141	-729	-1 966	-956	101	436	-646
33 Produit intérieur brut aux prix du marché	158 357	160 897	167 241	170 366	172 826	178 611	183 223
34 Demande intérieure finale	164 740	166 039	169 255	168 579	172 563	177 492	183 486

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Source : Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 4

Indices implicites de prix, produit intérieur brut aux prix de 1992, Québec, 1992-1998

Indice	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	1992=100						
01 Dépenses personnelles en biens et services de consommation¹	100,0	101,6	101,2	101,4	102,6	104,5	105,6
02 Biens durables	100,0	101,3	103,9	105,0	106,5	107,5	107,1
03 Biens semi-durables	100,0	100,3	99,7	98,9	98,6	100,0	101,2
04 Biens non durables	100,0	100,9	96,8	96,3	98,3	100,8	101,7
05 Services	100,0	102,2	103,3	103,9	104,9	106,6	108,1
06 Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	100,0	101,4	103,1	104,4	104,9	104,9	105,0
07 Formation brute de capital fixe des administrations publiques	100,0	100,0	101,6	103,2	100,8	100,8	98,5
08 Structures	100,0	99,7	101,6	105,5	107,6	109,7	109,9
09 Machines et matériel	100,0	100,9	101,6	96,7	84,8	81,8	75,1
10 Formation brute de capital fixe des entreprises	100,0	101,8	105,1	105,7	104,0	103,9	104,2
11 Bâtiments résidentiels	100,0	102,4	105,1	106,2	107,1	108,0	109,0
12 Ouvrages non résidentiels	100,0	100,9	104,5	106,8	105,9	108,3	112,2
13 Machines et matériel	100,0	102,0	105,6	104,8	100,5	99,4	97,2
14 Exportations de biens et services	100,0	103,0	108,9	116,6	115,6	115,3	116,0
15 Aux autres pays	100,0	103,9	111,2	120,3	117,3	116,0	117,2
16 Biens	100,0	104,0	112,0	122,0	118,2	116,4	117,5
17 Services	100,0	102,6	105,9	109,1	111,2	113,3	115,5
18 Aux autres provinces	100,0	101,8	105,4	110,7	112,7	113,9	113,8
19 Biens	100,0	102,1	106,5	113,1	114,7	115,1	115,4
20 Services	100,0	101,3	103,2	106,3	108,8	111,8	111,1
Moins :							
21 Importations de biens et services	100,0	104,6	109,9	114,6	114,0	114,6	115,2
22 Aux autres pays	100,0	105,7	112,0	116,2	114,2	114,4	116,0
23 Biens	100,0	105,1	111,0	115,3	112,9	112,7	113,5
24 Services	100,0	109,5	117,6	121,0	122,8	126,0	134,8
25 Aux autres provinces	100,0	102,8	106,9	112,1	113,5	114,9	113,8
26 Biens	100,0	103,4	109,2	115,8	117,0	117,4	116,0
27 Services	100,0	102,0	103,3	106,5	108,5	111,5	110,7
28 Produit intérieur brut aux prix du marché	100,0	100,7	101,7	104,0	104,1	104,8	105,5
29 Demande intérieure finale	100,0	101,5	102,2	102,7	103,3	104,4	105,1

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Source : Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 5
Provenance du revenu personnel, Québec, 1992-1998

Provenance	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	'000 000 \$						
01 Rémunération des salariés ¹	89 437	90 643	92 749	95 249	96 885	100 630	103 540
02 Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	553	653	624	632	774	632	662
03 Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	8 768	9 324	9 443	9 609	10 096	10 833	11 504
04 Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	18 433	17 819	17 856	19 550	19 571	18 659	19 025
Transferts courants en provenance :							
05 Des administrations publiques	25 139	27 222	27 172	27 432	28 089	28 734	29 879
06 Des sociétés	91	116	139	155	194	205	207
07 Des non-résidents	383	424	468	490	482	487	549
08 Revenu personnel	142 804	146 201	148 451	153 117	156 091	160 180	165 366

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 6
Utilisation du revenu personnel, Québec, 1992-1998

Utilisation	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
'000 000 \$							
01 Dépenses personnelles en biens et services de consommation¹	95 652	98 753	101 468	103 733	107 641	113 379	117 835
02 Biens	48 017	49 112	50 035	51 007	52 998	56 139	58 286
03 Durables	11 794	11 957	12 555	12 828	13 773	15 607	16 576
04 Semi-durables	8 971	9 380	9 864	10 052	10 070	10 492	11 087
05 Non durables	27 252	27 775	27 616	28 127	29 155	30 040	30 623
06 Services	47 635	49 641	51 433	52 726	54 643	57 240	59 549
07 Transferts courants	36 672	36 773	38 306	40 387	41 294	42 554	44 900
08 Aux administrations publiques	34 441	34 800	36 285	37 835	38 934	40 649	42 879
09 Impôts sur le revenu	23 698	23 455	24 273	25 325	26 478	28 003	29 762
10 Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	-	-2	-	-	-	-	-
11 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	10 065	10 453	11 053	11 387	11 412	11 660	11 901
12 Autres	678	894	959	1 123	1 044	986	1 216
13 Aux sociétés	2 003	1 725	1 763	2 281	2 074	1 601	1 698
14 Aux non-résidents du Canada	228	246	258	271	286	304	323
15 Épargne personnelle	10 480	10 675	8 677	8 997	7 156	4 247	2 631
16 Revenu personnel	142 804	146 201	148 451	153 117	156 091	160 180	165 366

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 7

Rapport entre le produit intérieur brut, le revenu intérieur net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Québec, 1992-1998

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	'000 000 \$						
01 Produit intérieur brut aux prix du marché	158 357	162 093	170 148	177 107	179 829	187 266	193 243
Moins :							
02 Impôts indirects moins subventions	24 145	24 249	24 304	25 918	26 240	27 519	28 418
Égale :							
03 Produit intérieur brut au coût des facteurs	134 212	137 844	145 844	151 189	153 589	159 747	164 825
Moins :							
04 Provisions pour consommation de capital	17 437	18 089	18 847	19 834	21 079	21 569	22 415
05 Divergence statistique	1 139	730	2 018	1 007	-105	-459	690
Égale :							
06 Revenu intérieur net au coût des facteurs	115 636	119 025	124 979	130 348	132 615	138 637	141 720
Plus :							
07 Transferts courants des administrations publiques aux particuliers	25 139	27 222	27 172	27 432	28 089	28 734	29 879
08 Transferts courants des non-résidents aux particuliers	383	424	468	490	482	487	549
09 Ajustement de la base intérieure à la base nationale de la rémunération des salariés	1 251	1 490	1 504	1 669	1 533	1 469	1 511
10 Transferts des sociétés aux particuliers	91	116	139	155	194	205	207
11 Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	18 433	17 819	17 856	19 550	19 571	18 659	19 025
Moins :							
12 Bénéfices des sociétés avant impôt	6 377	7 951	12 860	14 982	14 733	16 057	16 008
13 Intérêts et revenus divers de placement	12 514	12 391	12 176	12 253	11 920	12 397	11 912
14 Ajustement de la valeur des stocks	-762	-447	-1 369	-708	-260	-443	-395
Égale :							
15 Revenu personnel	142 804	146 201	148 451	153 117	156 091	160 180	165 366
Moins :							
16 Impôts directs des particuliers	23 698	23 455	24 273	25 325	26 478	28 003	29 762
17 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	10 065	10 453	11 053	11 387	11 412	11 660	11 901
18 Autres transferts courants aux administrations publiques	678	894	959	1 123	1 044	986	1 216
Égale :							
19 Revenu personnel disponible	108 363	111 399	112 166	115 282	117 157	119 531	122 487
Moins :							
20 Dépenses personnelles en biens et services de consommation ¹	95 652	98 753	101 468	103 733	107 641	113 379	117 835
21 Transferts courants aux sociétés (intérêts sur la dette de consommation)	2 003	1 725	1 763	2 281	2 074	1 601	1 698
22 Transferts courants aux non-résidents	228	246	258	271	286	304	323
Égale :							
23 Épargne personnelle	10 480	10 675	8 677	8 997	7 156	4 247	2 631
24 Epargne personnelle en pourcentage du revenu disponible	9,7	9,6	7,7	7,8	6,1	3,6	2,1

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.



Tableau 8

Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure, Québec, 1992-1998

Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Rémunération des salariés¹	88 186	89 153	91 245	93 580	95 352	99 161	102 029
02 Entreprises	59 655	60 134	61 957	64 307	66 096	70 248	73 480
03 Administration fédérale	3 922	3 867	3 933	3 905	3 765	3 711	3 586
04 Administrations provinciale et locales	22 621	23 066	23 181	23 235	23 346	23 029	22 616
05 Particuliers	1 988	2 086	2 174	2 133	2 146	2 172	2 347
06 Bénéfices des sociétés avant impôt	6 377	7 951	12 860	14 982	14 733	16 057	16 008
07 Intérêts et revenus divers de placement	12 514	12 391	12 176	12 253	11 920	12 397	11 912
08 Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	553	653	624	632	774	632	662
09 Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	8 768	9 324	9 443	9 609	10 096	10 833	11 504
10 Ajustements de la valeur des stocks	-762	-447	-1 369	-708	-260	-443	-395
11 Impôts indirects	27 763	27 383	27 576	28 990	29 187	30 398	31 964
12 Administration fédérale	6 761	6 641	6 544	6 692	6 785	7 357	7 471
13 Administrations provinciale et locales	21 002	20 742	21 032	22 298	22 402	23 041	24 493
Moins :							
14 Subventions	3 618	3 134	3 272	3 072	2 947	2 879	3 546
15 Subventions fédérales	526	572	531	547	499	559	547
16 Subventions provinciales et locales	3 092	2 562	2 741	2 525	2 448	2 320	2 999
17 Provisions pour consommation de capital	17 437	18 089	18 847	19 834	21 079	21 569	22 415
18 Particuliers et entreprises individuelles	4 325	4 506	4 616	4 754	4 983	5 034	5 222
19 Administration fédérale	399	419	470	501	504	511	514
20 Administrations provinciale et locales	2 763	2 847	2 985	3 149	3 237	3 354	3 473
21 Sociétés et entreprises publiques	9 950	10 317	10 776	11 430	12 355	12 670	13 206
22 Divergence statistique	1 139	730	2 018	1 007	-105	-459	690
23 Produit intérieur brut aux prix du marché	158 357	162 093	170 148	177 107	179 829	187 266	193 243

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base intérieure.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 9

**Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure,
Québec, 1992-1998**

Recettes	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Ventes des entreprises	127 805	130 538	139 421	145 189	146 726	154 030	161 397
02 Aux particuliers	90 791	93 700	96 588	98 905	102 644	108 298	112 574
A l'Administration fédérale							
03 Dépenses courantes nettes	2 514	2 822	2 765	2 715	2 806	2 784	3 283
04 Investissement en capital fixe	563	760	732	568	580	505	432
05 Investissement en stocks	-15	-2	-	11	-1	2	-10
Aux administrations provinciale et locales							
06 Dépenses courantes nettes	10 020	9 721	9 692	9 309	8 730	8 573	9 144
07 Investissement en capital fixe	3 500	3 567	3 931	4 036	3 975	3 695	3 836
08 Ajustement dû à la répartition provinciale des investissements	-	-	-	-	-	-	-
Aux sociétés et entreprises publiques							
09 Investissement en capital fixe	16 278	16 110	15 990	15 577	15 901	17 790	19 950
10 Investissement en stocks non agricoles	-462	422	364	1 899	1 101	1 550	1 355
Aux entreprises individuelles							
11 Investissement en capital fixe	6 509	6 612	7 814	6 374	7 747	7 992	8 116
12 Investissement en stocks agricoles	-91	30	74	-51	35	22	-39
13 Aux non-résidents (nettes)	-1 801	-3 204	1 471	5 847	3 209	2 818	2 758
14 Aux non-résidents (brutes)	65 224	72 120	83 288	93 591	95 040	102 593	110 470
15 Achats auprès des non-résidents	-67 025	-75 324	-81 817	-87 745	-91 831	-99 775	-107 712
16 Ventes de services directs de main- d'oeuvre entre particuliers	1 988	2 086	2 174	2 133	2 146	2 172	2 347
17 Ventes entre administrations publiques	29 705	30 199	30 569	30 790	30 852	30 605	30 189
Services directs de main-d'oeuvre							
18 Administration fédérale	3 922	3 867	3 933	3 905	3 765	3 711	3 586
19 Administrations provinciale et locales	22 621	23 066	23 181	23 235	23 346	23 029	22 616
Consommation de capital propre							
20 Administration fédérale	399	419	470	501	504	511	514
21 Administrations provinciale et locales	2 763	2 847	2 985	3 149	3 237	3 354	3 473
22 Divergence statistique	-1 141	-730	-2 016	-1 005	105	459	-690
23 Produit intérieur brut aux prix du marché	158 357	162 093	170 148	177 107	179 829	187 266	193 243

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.

Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement et Division de l'investissement
et du stock de capital.

Tableau 10

Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et autres sources de financement, Québec, 1992-1998

Source de financement	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Particuliers et entreprises individuelles	17 045	17 975	15 881	15 539	14 178	11 166	9 147
02 Epargne personnelle	10 480	10 675	8 677	8 997	7 156	4 247	2 631
03 Provisions pour consommation de capital	4 325	4 506	4 616	4 754	4 983	5 034	5 222
04 Transferts nets de capitaux	2 240	2 794	2 588	1 788	2 039	1 885	1 294
05 Administration fédérale	-10 480	-12 134	-10 871	-11 305	-7 831	-3 498	-3 769
06 Epargne	-10 515	-12 295	-11 047	-11 615	-8 148	-3 870	-4 102
07 Dont : Régime de pensions du Canada	-16	-16	-18	-18	-20	-23	-20
08 Provisions pour consommation de capital	399	419	470	501	504	511	514
09 Transferts nets de capitaux	-364	-258	-294	-191	-187	-139	-181
10 Administrations provinciale et locales	-2 185	-2 842	-2 591	358	359	917	2 149
11 Epargne	-4 821	-5 558	-5 421	-2 638	-2 748	-2 332	-1 216
12 Dont : Régime de rentes du Québec	-367	-587	-617	-645	-909	-936	-780
13 Provisions pour consommation de capital	2 763	2 847	2 985	3 149	3 237	3 354	3 473
14 Transferts nets de capitaux	-127	-131	-155	-153	-130	-105	-108
15 Sociétés et entreprises publiques	19 621	23 040	22 452	21 810	22 842	23 889	24 732
16 Épargne ¹	9 240	12 374	11 259	10 089	10 215	10 991	11 280
17 Dont : ajustements de la valeur des stocks	-762	-447	-1 369	-708	-260	-443	-395
18 Provisions pour consommation de capital	9 950	10 317	10 776	11 430	12 355	12 670	13 206
19 Transferts nets de capitaux	431	349	417	291	272	228	246
20 Divergence statistique	1 139	730	2 018	1 007	-105	-459	690
21 Épargne utilisée au Québec	25 140	26 769	26 889	27 409	29 443	32 015	32 949

1. L'épargne comprend les bénéfices non répartis des sociétés, les bénéfices non versés des entreprises publiques et l'ajustement de la valeur des stocks.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 11

**Compte consolidé de financement du capital : utilisation de l'épargne brute,
Québec, 1992-1998**

Utilisation de l'épargne		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
		'000 000 \$						
Investissements en capital fixe								
01	Particuliers et entreprises individuelles	6 509	6 612	7 814	6 374	7 747	7 992	8 116
02	Administration fédérale	563	760	732	568	580	505	432
03	Administrations provinciale et locales	3 500	3 567	3 931	4 036	3 975	3 695	3 836
04	Sociétés et entreprises publiques	16 278	16 110	15 990	15 577	15 901	17 790	19 950
Investissements en stocks								
05	Particuliers et entreprises individuelles	-91	30	74	-51	35	22	-39
06	Administration fédérale	-15	-2	-	11	-1	2	-10
07	Sociétés et entreprises publiques	-462	422	364	1 899	1 101	1 550	1 355
Actifs existants								
08	Particuliers et entreprises individuelles	1 100	1 059	1 105	825	773	1 300	1 144
09	Administration fédérale	4	4	3	5	-190	-3	72
10	Administrations provinciale et locales	162	38	-83	46	64	52	-3
11	Sociétés et entreprises publiques	-1 266	-1 101	-1 025	-876	-647	-1 349	-1 213
Prêt net								
12	Particuliers et entreprises individuelles	9 527	10 273	6 888	8 391	5 623	1 852	-73
13	Administration fédérale	-11 032	-12 896	-11 606	-11 889	-8 220	-4 002	-4 263
14	Dont : Régime de pensions du Canada	-16	-16	-18	-18	-20	-23	-20
15	Administrations provinciale et locales	-5 847	-6 447	-6 439	-3 724	-3 680	-2 830	-1 684
16	Dont : Régime de rentes du Québec	-367	-587	-617	-645	-909	-936	-780
17	Sociétés et entreprises publiques	7 352	9 070	11 157	7 222	6 277	4 980	6 020
18	Divergence statistique	-1 141	-730	-2 016	-1 005	105	459	-690
19	Total	25 140	26 769	26 889	27 409	29 443	32 015	32 949

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.

Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement et Division de l'investissement et du stock de capital.

Tableau 12

**Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles - revenus,
Québec, 1992-1998**

Revenus	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
'000 000 \$							
01 Rémunération des salariés ¹	89 437	90 643	92 749	95 249	96 885	100 630	103 540
02 Ajustement de la base intérieure à la base nationale	1 251	1 490	1 504	1 669	1 533	1 469	1 511
03 Entreprises	59 655	60 134	61 957	64 307	66 096	70 248	73 480
04 Administration fédérale	3 922	3 867	3 933	3 905	3 765	3 711	3 586
05 Administrations provinciale et locales	22 621	23 066	23 181	23 235	23 346	23 029	22 616
06 Particuliers	1 988	2 086	2 174	2 133	2 146	2 172	2 347
07 Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	553	653	624	632	774	632	662
08 Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	8 768	9 324	9 443	9 609	10 096	10 833	11 504
09 Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	18 433	17 819	17 856	19 550	19 571	18 659	19 025
10 Transferts courants	25 613	27 762	27 779	28 077	28 765	29 426	30 635
11 Des sociétés	91	116	139	155	194	205	207
12 De l'Administration fédérale	13 782	14 399	13 910	13 534	13 611	13 620	13 777
13 Dont : Régime de pensions du Canada	48	50	52	54	54	54	54
14 Des administrations provinciale et locales	11 357	12 823	13 262	13 898	14 478	15 114	16 102
15 Dont : Régime de rentes du Québec	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285	5 525
16 Des non-résidents du Canada	383	424	468	490	482	487	549
17 Total	142 804	146 201	148 451	153 117	156 091	160 180	165 366

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base nationale.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 13

**Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles - dépenses,
Québec, 1992-1998**

Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Dépenses personnelles en biens et services de consommation	95 652	98 753	101 468	103 733	107 641	113 379	117 835
02 Auprès des entreprises	90 791	93 700	96 588	98 905	102 644	108 298	112 574
03 Auprès des particuliers	1 988	2 086	2 174	2 133	2 146	2 172	2 347
04 Auprès des non-résidents du Québec	2 873	2 967	2 706	2 696	2 852	2 908	2 915
05 Transferts courants	36 672	36 773	38 306	40 387	41 294	42 554	44 900
06 A l'Administration fédérale	16 168	15 810	16 307	17 028	17 533	18 692	19 291
07 Impôts sur le revenu	11 415	10 913	11 084	11 860	12 514	13 439	14 276
08 Droits successoraux	-	-	-	-	-	-	-
09 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	4 741	4 887	5 218	5 163	5 013	5 247	5 009
10 Dont : Régime de pensions du Canada	15	17	18	20	19	17	20
11 Autres	12	10	5	5	6	6	6
12 Aux administrations provinciale et locales	18 273	18 992	19 978	20 807	21 401	21 957	23 588
13 Impôts sur le revenu	12 283	12 544	13 189	13 465	13 964	14 564	15 486
14 Droits successoraux	-	-2	-	-	-	-	-
15 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	5 324	5 566	5 835	6 224	6 399	6 413	6 892
16 Dont : Régime de rentes du Québec	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341	3 655	4 108
17 Autres	666	884	954	1 118	1 038	980	1 210
18 Aux sociétés	2 003	1 725	1 763	2 281	2 074	1 601	1 698
19 Aux non-résidents du Canada	228	246	258	271	286	304	323
20 Épargne	10 480	10 675	8 677	8 997	7 156	4 247	2 631
21 Total	142 804	146 201	148 451	153 117	156 091	160 180	165 366

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 14
Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles - ressources,
Québec, 1992-1998

Source de financement	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
'000 000 \$							
01 Epargne personnelle	10 480	10 675	8 677	8 997	7 156	4 247	2 631
02 Provisions pour consommation de capital	4 325	4 506	4 616	4 754	4 983	5 034	5 222
03 Transferts nets de capitaux	2 240	2 794	2 588	1 788	2 039	1 885	1 294
04 Administration fédérale	60	24	13	15	18	11	39
05 Administration provinciale	-	16	19	38	27	5	4
06 Non-résidents	2 180	2 754	2 556	1 735	1 994	1 869	1 251
07 Total	17 045	17 975	15 881	15 539	14 178	11 166	9 147

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
 Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 15
Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles - utilisation,
Québec, 1992-1998

Utilisation de l'épargne	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
'000 000 \$							
01 Investissements en capital fixe	6 509	6 612	7 814	6 374	7 747	7 992	8 116
02 Investissements en stocks	-91	30	74	-51	35	22	-39
03 Actifs existants	1 100	1 059	1 105	825	773	1 300	1 144
04 Prêt net	9 527	10 273	6 888	8 391	5 623	1 852	-73
05 Total	17 045	17 975	15 881	15 539	14 178	11 166	9 147

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
 Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement et Division de l'investissement et du stock de capital.

Tableau 16

**Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada)
- revenus, Québec, 1992-1998**

Revenus	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Impôts directs	19 159	19 030	19 753	20 731	22 286	24 316	24 571
02 Impôts sur le revenu	11 415	10 913	11 084	11 860	12 514	13 439	14 276
03 Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	-	-	-	-	-	-	-
04 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	4 741	4 887	5 218	5 163	5 013	5 247	5 009
05 Dont : Régime de pensions du Canada	15	17	18	20	19	17	20
06 Des sociétés et entreprises publiques	2 620	2 829	3 038	3 229	4 064	4 907	4 627
07 Des non-résidents	383	401	413	479	695	723	659
08 Impôts indirects	6 761	6 641	6 544	6 692	6 785	7 357	7 471
09 Autres transferts courants en provenance des particuliers	12	10	5	5	6	6	6
10 Transferts courants en provenance de l'Administration provinciale	369	372	382	424	460	468	489
11 Revenus de placement	2 480	2 324	2 423	2 806	2 779	2 873	2 966
12 Dont : Régime de pensions du Canada	17	17	16	16	15	14	14
13 Total	28 781	28 377	29 107	30 658	32 316	35 020	35 503

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 17

**Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada)
- dépenses, Québec, 1992-1998**

Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Dépenses courantes nettes en biens et services	6 835	7 108	7 168	7 121	7 075	7 006	7 383
02 Auprès des entreprises	2 514	2 822	2 765	2 715	2 806	2 784	3 283
Auprès de l'Administration fédérale							
03 Services directs de main-d'œuvre	3 922	3 867	3 933	3 905	3 765	3 711	3 586
04 Consommation de capital propre	399	419	470	501	504	511	514
05 Transferts courants de l'Administration fédérale	22 545	23 774	23 019	23 743	22 271	21 235	21 381
06 Aux particuliers	13 782	14 399	13 910	13 534	13 611	13 620	13 777
07 Dont : Régime de pensions du Canada	48	50	52	54	54	54	54
08 Aux entreprises	526	572	531	547	499	559	547
09 Aux administrations publiques	8 237	8 803	8 578	9 662	8 161	7 056	7 057
10 A l'Administration provinciale	8 168	8 740	8 477	9 592	8 061	6 953	6 981
11 Aux administrations locales	69	63	101	70	100	103	76
12 Intérêts sur la dette publique	9 916	9 790	9 967	11 409	11 118	10 649	10 841
13 Epargne	-10 515	-12 295	-11 047	-11 615	-8 148	-3 870	-4 102
14 Dont : Régime de pensions du Canada	-16	-16	-18	-18	-20	-23	-20
15 Total	28 781	28 377	29 107	30 658	32 316	35 020	35 503

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 18

Compte de financement du capital de l'Administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) - ressources, Québec, 1992-1998

Source de financement	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
'000 000 \$							
01 Epargne réalisée au Québec	-10 515	-12 295	-11 047	-11 615	-8 148	-3 870	-4 102
02 Dont : Régime de pensions du Canada	-16	-16	-18	-18	-20	-23	-20
03 Provisions pour consommation de capital	399	419	470	501	504	511	514
04 Transferts nets de capitaux	-364	-258	-294	-191	-187	-139	-181
05 Total	-10 480	-12 134	-10 871	-11 305	-7 831	-3 498	-3 769

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 19

Compte de financement du capital de l'Administration fédérale (incluant le Régime de pensions du Canada) - utilisation, Québec, 1992-1998

Utilisation de l'épargne	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
'000 000 \$							
01 Investissements en capital fixe	563	760	732	568	580	505	432
02 Investissements en stocks	-15	-2	-	11	-1	2	-10
03 Actifs existants	4	4	3	5	-190	-3	72
04 Prêt net	-11 032	-12 896	-11 606	-11 889	-8 220	-4 002	-4 263
05 Dont : Régime de pensions du Canada	-16	-16	-18	-18	-20	-23	-20
06 Total	-10 480	-12 134	-10 871	-11 305	-7 831	-3 498	-3 769

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 20

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) - revenus, Québec, 1992-1998

Revenus	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Impôts directs	18 640	19 296	20 372	21 362	22 198	23 076	24 855
02 Impôts sur le revenu	12 283	12 544	13 189	13 465	13 964	14 564	15 486
03 Droits successoraux	-	-2	-	-	-	-	-
04 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	5 324	5 566	5 835	6 224	6 399	6 413	6 892
05 Dont : Régime de rentes du Québec	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341	3 655	4 108
Des sociétés							
06 Perceptions	948	1 210	1 323	1 542	1 885	1 946	2 296
07 Excédent des impôts dûs sur ceux perçus	85	-22	26	131	-50	153	181
08 Impôts indirects	21 002	20 742	21 032	22 298	22 402	23 041	24 493
09 Autres transferts courants en provenance des particuliers	666	884	954	1 118	1 038	980	1 210
10 Transferts provenant de l'Administration fédérale	8 237	8 803	8 578	9 662	8 161	7 056	7 057
11 Revenus de placement	4 087	4 160	4 201	4 666	5 249	6 215	6 126
12 Bénéfices reversés par les entreprises publiques	25	49	50	30	516	564	314
13 Autres revenus de placement	4 062	4 111	4 151	4 636	4 733	5 651	5 812
14 dont : Régime de rentes du Québec	995	964	923	963	857	769	713
15 Total	52 632	53 885	55 137	59 106	59 048	60 368	63 741

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 21

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) - dépenses, Québec, 1992-1998

Dépenses		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
		'000 000 \$						
01	Dépenses courantes nettes en biens et services	35 404	35 634	35 858	35 693	35 313	34 956	35 233
02	Auprès des entreprises	10 020	9 721	9 692	9 309	8 730	8 573	9 144
	Auprès des administrations provinciale et locales							
03	Services directs de main-d'œuvre	22 621	23 066	23 181	23 235	23 346	23 029	22 616
04	Consommation de capital propre	2 763	2 847	2 985	3 149	3 237	3 354	3 473
05	Transferts courants des administrations provinciale et locales	14 818	15 757	16 385	16 847	17 386	17 902	19 590
06	Aux particuliers	11 357	12 823	13 262	13 898	14 478	15 114	16 102
07	Dont : Régime de rentes du Québec	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285	5 525
08	Aux entreprises	3 092	2 562	2 741	2 525	2 448	2 320	2 999
09	A l'Administration fédérale	369	372	382	424	460	468	489
10	Intérêts sur la dette publique	7 231	8 052	8 315	9 204	9 097	9 842	10 134
11	Épargne	-4 821	-5 558	-5 421	-2 638	-2 748	-2 332	-1 216
12	Dont : Régime de rentes du Québec	-367	-587	-617	-645	-909	-936	-780
13	Total	52 632	53 885	55 137	59 106	59 048	60 368	63 741

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 22

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) - ressources, Québec, 1992-1998

Source de financement	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
'000 000 \$							
01 Epargne	-4 821	-5 558	-5 421	-2 638	-2 748	-2 332	-1 216
02 Dont : Régimes de rentes du Québec	-367	-587	-617	-645	-909	-936	-780
03 Provisions pour consommation de capital	2 763	2 847	2 985	3 149	3 237	3 354	3 473
04 Transferts nets de capitaux	-127	-131	-155	-153	-130	-105	-108
05 Total	-2 185	-2 842	-2 591	358	359	917	2 149

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 23

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de Rentes du Québec) - utilisation, Québec, 1992-1998

Utilisation de l'épargne	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
'000 000 \$							
01 Investissements en capital fixe	3 500	3 567	3 931	4 036	3 975	3 695	3 836
02 Actifs existants	162	38	-83	46	64	52	-3
03 Prêt net	-5 847	-6 447	-6 439	-3 724	-3 680	-2 830	-1 684
04 Dont : Régime de rentes du Québec	-367	-587	-617	-645	-909	-936	-780
05 Total	-2 185	-2 842	-2 591	358	359	917	2 149

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

La répartition industrielle du produit intérieur brut

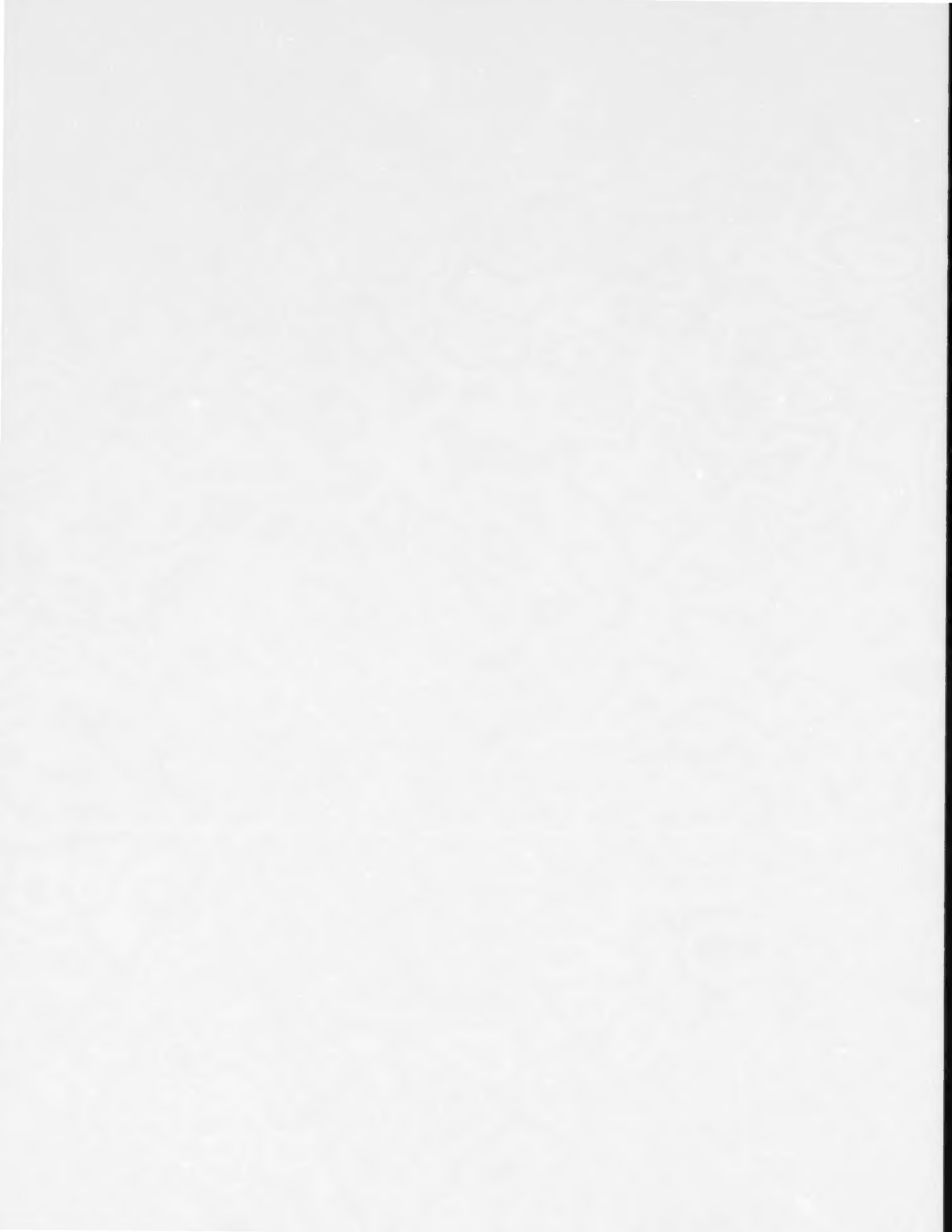


Tableau 24

Produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique, Québec, 1992-1998

Activité économique	1992	1993	1994	1995	1996	1997e	1998e
	'000 000 \$						
01 Agriculture	1 880	1 946	2 085	2 057	2 295	2 362	2 329
02 Forêts	825	897	903	1 138	1 020	1 276	1 381
03 Pêche et piégeage	70	71	93	124	78	66	60
04 Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	1 152	1 118	1 272	1 473	1 428	1 437	1 440
05 Industries manufacturières	24 748	26 970	31 090	33 944	34 522	36 800	38 824
06 Construction	8 244	8 183	8 117	7 272	7 419	7 462	8 152
07 Transports et entreposage	5 358	5 601	6 092	6 341	6 443	6 737	7 002
08 Communications	4 403	4 294	4 423	4 648	4 830	5 139	5 915
09 Electricité, gaz et eau	6 312	6 124	6 211	6 762	7 255	7 541	7 131
10 Commerce de gros	7 042	6 858	7 318	8 246	8 074	8 671	9 009
11 Commerce de détail	8 256	8 152	8 745	8 820	8 889	9 345	9 674
12 Finances, assurances et affaires immobilières	19 390	20 670	20 786	21 373	21 139	21 921	22 688
13 Administration publique et défense	9 976	10 180	10 290	10 383	10 574	10 321	10 217
14 Services	36 058	37 048	38 004	38 876	39 599	40 985	41 108
15 Produit intérieur brut au coût des facteurs¹	133 713	138 114	145 427	151 454	153 564	160 062	164 931

1. Le produit intérieur brut au coût des facteurs estimé ici sous l'angle de la valeur ajoutée n'est pas égal à celui établi selon les revenus à la ligne 14 du tableau 1, bien que selon le concept ils devraient être égaux.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des mesures et de l'analyse des industries.

Tableau 25
Rémunération des salariés, par activité économique, Québec, 1992-1998

Activité économique	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Agriculture	518	524	549	590	623	629	658
02 Forêts	648	668	635	769	615	676	708
03 Pêche et piégeage	19	19	22	28	24	25	24
04 Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	787	746	820	826	899	957	999
05 Industries manufacturières	17 070	17 417	17 809	18 789	19 527	20 776	22 465
06 Construction	4 597	4 438	4 748	4 677	4 568	4 820	5 028
07 Transports et entreposage	4 051	4 121	4 284	4 532	4 492	4 707	4 895
08 Communications	2 517	2 440	2 560	2 599	2 614	2 534	2 591
09 Electricité, gaz et eau	2 052	2 183	1 991	2 051	1 921	1 795	1 963
10 Commerce de gros	5 280	5 332	5 434	5 849	6 237	6 905	7 142
11 Commerce de détail	6 409	6 334	6 779	6 817	7 011	7 303	7 475
12 Finances, assurances et affaires immobilières	6 791	6 932	6 955	6 999	7 296	8 085	8 321
13 Administration publique et défense	8 397	8 391	8 349	8 279	8 103	7 842	7 731
14 Services	29 050	29 608	30 310	30 775	31 422	32 106	32 028
15 Total	88 186	89 153	91 245	93 580	95 352	99 161	102 029

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 26
Excédent d'exploitation et ajustements divers, Québec, 1992-1998

Activité économique	1992	1993	1994	1995	1996	1997e	1998e
	'000 000 \$						
01 Agriculture	809	769	912	835	898	1 101	1 009
02 Forêts	118	168	204	308	330	521	591
03 Pêche et piégeage	39	35	55	73	37	29	24
04 Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	354	362	442	636	518	469	429
05 Industries manufacturières	7 619	9 484	13 203	15 069	14 906	15 931	16 262
06 Construction	2 761	2 890	2 544	1 912	2 073	1 787	2 234
07 Transports et entreposage	945	1 076	1 415	1 440	1 574	1 646	1 711
08 Communications	1 886	1 854	1 863	2 049	2 216	2 605	3 324
09 Electricité, gaz et eau	4 260	3 941	4 220	4 711	5 334	5 746	5 168
10 Commerce de gros	1 639	1 407	1 760	2 257	1 689	1 608	1 689
11 Commerce de détail	1 055	873	1 286	1 344	1 158	1 250	1 385
12 Finances, assurances et affaires immobilières	10 001	10 901	10 590	10 940	10 281	9 875	10 000
13 Administration publique et défense	1 579	1 789	1 941	2 104	2 471	2 479	2 486
14 Services	3 141	3 435	3 681	3 957	3 856	4 390	4 425
15 Total	36 206	38 984	44 115	47 633	47 342	49 436	50 736

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.

Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement et Division des mesures
et de l'analyse des industries.

Tableau 27

Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique, Québec, 1992-1998

Activité économique	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Agriculture	553	653	624	632	774	632	662
02 Forêts	59	61	64	61	76	79	82
03 Pêche et piégeage	11	17	16	23	17	12	12
04 Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	11	10	11	11	11	12	12
05 Industries manufacturières	59	70	78	86	88	93	97
06 Construction	886	855	825	683	778	854	890
07 Transports et entreposage	362	404	394	369	377	384	397
08 Communications	-	-	-	-	-	-	-
09 Electricité, gaz et eau	-	-	-	-	-	-	-
10 Commerce de gros	122	119	124	140	147	158	178
11 Commerce de détail	792	946	679	660	719	791	814
12 Finances, assurances et affaires immobilières	2 599	2 837	3 240	3 433	3 562	3 961	4 367
13 Administration publique et défense	-	-	-	-	-	-	-
14 Services	3 867	4 006	4 014	4 144	4 321	4 489	4 655
15 Total	9 321	9 977	10 067	10 242	10 870	11 466	12 166

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques



Tableau 28
Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques, Québec, 1992-1998

Recettes et dépenses		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
		'000 000 \$						
01 Recettes		72 807	73 087	75 284	79 678	82 743	87 864	91 698
	Impôts directs en provenance :							
02	Des particuliers	23 698	23 455	24 273	25 325	26 478	28 003	29 762
03	Des sociétés et des entreprises publiques	3 653	4 017	4 386	4 902	5 899	7 006	7 104
04	Des non-résidents (retenues fiscales)	383	401	413	479	695	723	659
05	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	10 065	10 453	11 053	11 387	11 412	11 660	11 901
06	Impôts indirects	27 763	27 383	27 576	28 990	29 187	30 398	31 964
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	678	894	959	1 123	1 044	986	1 216
08	Revenus de placement	6 567	6 484	6 624	7 472	8 028	9 088	9 092
09 Dépenses courantes		88 143	90 940	91 752	93 931	93 639	94 066	97 016
10	Dépenses courantes nettes en biens et services	42 239	42 742	43 026	42 814	42 388	41 962	42 616
	Transferts courants :							
11	Aux particuliers	25 139	27 222	27 172	27 432	28 089	28 734	29 879
12	Aux entreprises	3 618	3 134	3 272	3 072	2 947	2 879	3 546
13	Intérêts sur la dette publique	17 147	17 842	18 282	20 613	20 215	20 491	20 975
14 Épargne (ligne 01 moins ligne 09)		-15 336	-17 853	-16 468	-14 253	-10 896	-6 202	-5 318
	Plus :							
15	Provisions pour consommation de capital	3 162	3 266	3 455	3 650	3 741	3 865	3 987
16	Transferts nets de capitaux	-491	-389	-449	-344	-317	-244	-289
	Moins :							
17	Acquisition de capital non financier	4 214	4 367	4 583	4 666	4 428	4 251	4 327
18	Investissements en capital fixe et en stocks	4 048	4 325	4 663	4 615	4 554	4 202	4 258
19	Actifs existants	166	42	-80	51	-126	49	69
Égale :								
20 Prêt net		-16 879	-19 343	-18 045	-15 613	-11 900	-6 832	-5 947

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 29

Recettes et dépenses de l'Administration fédérale, Québec, 1992-1998

Recettes et dépenses		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
		'000 000 \$						
01 Recettes		28 749	28 343	29 073	30 622	32 282	34 989	35 469
Impôts directs en provenance								
02 Des particuliers		11 415	10 913	11 084	11 860	12 514	13 439	14 276
03 Des sociétés et des entreprises publiques		2 620	2 829	3 038	3 229	4 064	4 907	4 627
04 Des non-résidents (retenues fiscales)		383	401	413	479	695	723	659
05 Cotisations aux régimes d'assurance sociale		4 726	4 870	5 200	5 143	4 994	5 230	4 989
06 Impôts indirects		6 761	6 641	6 544	6 692	6 785	7 357	7 471
07 Autres transferts courants en provenance des particuliers		12	10	5	5	6	6	6
08 Revenus de placement		2 463	2 307	2 407	2 790	2 764	2 859	2 952
09 Transferts courants des administrations provinciales		369	372	382	424	460	468	489
10 Dépenses courantes		39 248	40 622	40 102	42 219	40 410	38 836	39 551
11 Dépenses courantes nettes en biens et services		6 835	7 108	7 168	7 121	7 075	7 006	7 383
Transferts courants :								
12 Aux particuliers		13 734	14 349	13 858	13 480	13 557	13 566	13 723
13 Aux entreprises		526	572	531	547	499	559	547
14 A l'Administration provinciale		8 168	8 740	8 477	9 592	8 061	6 953	6 981
15 Aux administrations locales		69	63	101	70	100	103	76
16 Intérêts sur la dette publique		9 916	9 790	9 967	11 409	11 118	10 649	10 841
17 Épargne (ligne 01 moins ligne 10)		-10 499	-12 279	-11 029	-11 597	-8 128	-3 847	-4 082
Plus :								
18 Provisions pour consommation de capital		399	419	470	501	504	511	514
19 Transferts nets de capitaux		-364	-258	-294	-191	-187	-139	-181
Moins :								
20 Acquisition de capital non financier		552	762	735	584	389	504	494
21 Investissements en capital fixe et en stocks		548	758	732	579	579	507	422
22 Actifs existants		4	4	3	5	-190	-3	72
Égale :								
23 Prêt net		-11 016	-12 880	-11 588	-11 871	-8 200	-3 979	-4 243

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.

Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 30

Recettes et dépenses de l'Administration provinciale, Québec, 1992-1998

Recettes et dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Recettes	41 844	42 809	43 626	47 346	47 253	48 229	51 128
Impôts directs en provenance							
02 Des particuliers	12 283	12 542	13 189	13 465	13 964	14 564	15 486
03 Des sociétés et des entreprises publiques	1 033	1 188	1 348	1 673	1 835	2 099	2 477
04 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	2 724	2 874	2 873	3 037	3 058	2 758	2 784
05 Impôts indirects	14 298	13 827	13 975	15 246	15 349	15 871	17 223
06 Autres transferts courants en provenance des particuliers	502	690	762	918	842	765	996
07 Revenus de placement	2 836	2 948	3 002	3 415	4 125	5 213	5 181
Transferts courants en provenance :							
08 De l'Administration fédérale	8 168	8 740	8 477	9 592	8 061	6 953	6 981
09 Des administrations locales	-	-	-	-	19	6	-
10 Dépenses courantes	46 974	48 062	48 952	50 138	49 358	49 042	51 134
11 Dépenses courantes nettes en biens et services	23 704	23 526	23 537	23 237	22 839	22 631	22 919
Transferts courants :							
12 Aux particuliers	7 464	8 658	8 827	9 184	9 448	9 827	10 575
13 Aux entreprises	2 623	2 087	2 286	2 078	1 999	1 870	2 557
14 A l'Administration fédérale	369	372	382	424	460	468	489
15 Aux administrations locales	7 178	7 156	7 225	7 708	7 114	6 051	6 063
16 Intérêts sur la dette publique	5 636	6 263	6 695	7 507	7 498	8 195	8 531
17 Épargne (ligne 01 moins ligne 10)	-5 130	-5 253	-5 326	-2 792	-2 105	-813	-6
Plus :							
18 Provisions pour consommation de capital	1 420	1 458	1 521	1 589	1 621	1 663	1 708
19 Transferts nets de capitaux	-71	-74	-97	-96	-74	-48	-41
Moins :							
20 Acquisition de capital non financier	1 746	1 597	1 767	1 875	1 707	1 593	1 685
21 Investissements en capital fixe	1 713	1 667	1 839	1 853	1 705	1 587	1 806
22 Actifs existants	33	-70	-72	22	2	6	-121
Égale :							
23 Prêt net	-5 527	-5 466	-5 669	-3 174	-2 265	-791	-24

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.

Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 31

Recettes et dépenses des administrations locales, Québec, 1992-1998

Recettes et dépenses		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
		'000 000 \$						
01 Recettes		14 371	14 576	14 851	15 318	14 730	13 772	13 855
02 Impôts indirects		6 704	6 915	7 057	7 052	7 053	7 170	7 270
03 Transferts courants en provenance des particuliers		164	194	192	200	196	215	214
04 Revenus de placement		256	248	276	288	267	233	232
Transferts courants en provenance :								
05 De l'Administration fédérale		69	63	101	70	100	103	76
06 De l'Administration provinciale		7 178	7 156	7 225	7 708	7 114	6 051	6 063
07 Dépenses courantes		13 695	14 294	14 329	14 519	14 464	14 355	14 285
08 Dépenses courantes nettes en biens et services		11 629	12 028	12 252	12 373	12 395	12 250	12 238
Transferts courants :								
09 Aux particuliers		2	2	2	2	2	2	2
10 Aux entreprises		469	475	455	447	449	450	442
11 A l'Administration provinciale		-	-	-	-	19	6	-
12 Intérêts sur la dette publique		1 595	1 789	1 620	1 697	1 599	1 647	1 603
13 Épargne (ligne 01 moins ligne 07)		676	282	522	799	266	-583	-430
Plus :								
14 Provisions pour consommation de capital		1 343	1 389	1 464	1 560	1 616	1 691	1 765
15 Transferts nets de capitaux		-56	-57	-58	-57	-56	-57	-67
Moins :								
16 Acquisition de capital non financier		1 916	2 008	2 081	2 207	2 332	2 154	2 148
17 Investissements en capital fixe		1 787	1 900	2 092	2 183	2 270	2 108	2 030
18 Actifs existants		129	108	-11	24	62	46	118
Égale :								
19 Prêt net		47	-394	-153	95	-506	-1 103	-880

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 32

**Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec,
Québec, 1992-1998**

Recettes et dépenses		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
		'000 000 \$						
Recettes								
01	Régime de pensions du Canada	32	34	34	36	34	31	34
02	Régime de rentes du Québec	3 595	3 656	3 885	4 150	4 198	4 424	4 821
Cotisations aux régimes d'assurance sociale								
03	Régime de pensions du Canada	15	17	18	20	19	17	20
04	Régime de rentes du Québec	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341	3 655	4 108
Revenus de placement								
05	Régime de pensions du Canada	17	17	16	16	15	14	14
06	Régime de rentes du Québec	995	964	923	963	857	769	713
Dépenses courantes								
07	Régime de pensions du Canada	48	50	52	54	54	54	54
08	Régime de rentes du Québec	3 962	4 243	4 502	4 795	5 107	5 360	5 601
Dépenses courantes nettes en biens et services								
09	Régime de pensions du Canada	-	-	-	-	-	-	-
10	Régime de rentes du Québec	71	80	69	83	79	75	76
Transferts courants aux particuliers :								
11	Régime de pensions du Canada	48	50	52	54	54	54	54
12	Régime de rentes du Québec	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285	5 525
Épargne¹								
13	Régime de pensions du Canada (ligne 01 moins ligne 07)	-16	-16	-18	-18	-20	-23	-20
14	Régime de rentes du Québec (ligne 02 moins ligne 08)	-367	-587	-617	-645	-909	-936	-780

1. Dans le cas des régimes de pensions, l'épargne est égale au prêt net sur la base des comptes économiques.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 33

Impôts directs - particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques, Québec, 1992-1998

Impôts	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Administration fédérale	16 153	15 793	16 289	17 008	17 514	18 675	19 271
02 Impôts directs - particuliers	11 415	10 913	11 084	11 860	12 514	13 439	14 276
03 Impôts sur le revenu	11 415	10 913	11 084	11 860	12 514	13 439	14 276
04 Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	-	-	-	-	-	-	-
05 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	4 726	4 870	5 200	5 143	4 994	5 230	4 989
06 Cotisations des employeurs et des salariés aux régimes de pensions de la fonction publique	510	486	508	582	577	488	545
07 Cotisations des employeurs et des salariés à l'assurance-emploi	4 216	4 384	4 692	4 561	4 417	4 742	4 444
08 Autres transferts courants des particuliers à l'Administration fédérale	12	10	5	5	6	6	6
09 Administration provinciale	15 509	16 106	16 824	17 420	17 864	18 087	19 266
10 Impôts directs - particuliers	12 283	12 542	13 189	13 465	13 964	14 564	15 486
11 Impôts sur le revenu	12 283	12 544	13 189	13 465	13 964	14 564	15 486
12 Droits successoraux	-	-2	-	-	-	-	-
13 Cotisations aux régimes d'assurance sociale	2 724	2 874	2 873	3 037	3 058	2 758	2 784
14 Cotisations des employeurs et des salariés aux régimes de pensions de la fonction publique	1 256	1 289	1 223	1 239	1 383	1 009	988
15 Cotisations des employeurs aux caisses d'indemnisation des accidents du travail	1 468	1 585	1 650	1 798	1 675	1 749	1 796
16 Autres transferts courants des particuliers	502	690	762	918	842	765	996
17 Primes d'assurance-hospitalisation et santé	-	-	165	157	177	169	221
18 Divers	502	690	597	761	665	596	775
19 Administrations locales	164	194	192	200	196	215	214
20 Autres transferts courants des particuliers aux administrations locales	164	194	192	200	196	215	214
21 Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de pensions du Canada	15	17	18	20	19	17	20
22 Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec	2 600	2 692	2 962	3 187	3 341	3 655	4 108
23 Total	34 441	34 802	36 285	37 835	38 934	40 649	42 879

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 34

Impôts directs des sociétés et entreprises publiques, Québec, 1992-1998

Impôts	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Administration fédérale (impôts sur le revenu)	2 620	2 829	3 038	3 229	4 064	4 907	4 627
02 Administration provinciale	1 033	1 188	1 348	1 673	1 835	2 099	2 477
03 Impôts sur le revenu	1 063	1 219	1 359	1 623	1 776	2 058	2 440
04 Impôts sur les bénéfices de l'exploitation minière et forestière	-30	-31	-11	50	59	41	37
05 Total	3 653	4 017	4 386	4 902	5 899	7 006	7 104

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 35
Impôts indirects, Québec, 1992-1998

Impôts	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Administration fédérale	6 761	6 641	6 544	6 692	6 785	7 357	7 471
02 Droits de douane à l'importation	876	711	761	612	534	546	536
03 Droits d'accise	390	351	421	492	514	529	544
04 Taxes d'accise et divers impôts indirects	5 289	5 346	5 108	5 307	5 445	5 991	6 150
05 Dont : taxe sur les produits et services (TPS)	4 002	4 011	4 214	4 292	4 360	4 779	4 926
06 Taxe sur le transport aérien	88	112	106	114	136	138	114
07 Divers	118	121	148	167	156	153	127
08 Administration provinciale	14 298	13 827	13 975	15 246	15 349	15 871	17 223
09 Taxes sur les divertissements	31	28	28	31	23	25	23
10 Impôts sur les sociétés (autres que sur les bénéfices)	981	1 021	1 046	1 192	1 420	1 496	1 507
11 Taxe sur l'essence	1 247	1 239	1 307	1 411	1 456	1 491	1 574
12 Véhicules automobiles, licences et permis	1 096	1 136	1 109	1 195	1 200	1 281	1 307
13 Autres licences, droits et permis	149	149	146	196	203	175	188
14 Taxes diverses sur les ressources naturelles	5	6	6	5	20	27	29
15 Impôts fonciers	-	-	-	-	-	-	-
16 Taxe sur les ventes au détail (boissons alcoolisées et tabac compris)	6 676	5 995	5 727	6 047	5 439	5 686	6 627
17 Bénéfices de la Société des alcools	348	349	334	338	377	377	415
18 Bénéfices sur jeux	472	489	661	768	973	1 065	1 136
19 Taxes sur la rémunération	2 797	2 826	3 000	3 420	3 592	3 648	3 800
20 Divers	496	589	611	643	646	600	617
21 Administrations locales	6 704	6 915	7 057	7 052	7 053	7 170	7 270
22 Taxes sur les divertissements	16	-	-	-	-	-	-
23 Licences, droits et permis	41	22	24	21	22	21	21
24 Impôts fonciers et mobiliers	5 509	5 710	5 802	5 870	5 898	6 036	6 121
25 Taxe sur les ventes au détail	-	-	-	-	-	-	-
26 Taxe d'affaires	796	828	826	825	788	795	806
27 Droits des promoteurs	64	78	104	70	66	80	81
28 Divers	278	277	301	266	279	238	241
29 Total	27 763	27 383	27 576	28 990	29 187	30 398	31 964

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 36

Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 1992-1998

Revenus	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Administration fédérale	2 463	2 307	2 407	2 790	2 764	2 859	2 952
02 Revenus de placement des régimes de pensions de la fonction publique	1 265	1 364	1 465	1 581	1 672	1 787	1 794
03 Intérêts et autres revenus de placement	437	384	373	422	399	360	358
04 Sommes reversées par les entreprises publiques	761	559	569	787	693	712	800
05 Administration provinciale	2 836	2 948	3 002	3 415	4 125	5 213	5 181
06 Revenus de placement des régimes de pensions de la fonction publique	1 341	1 452	1 570	1 737	1 943	2 839	2 868
07 Intérêts et autres revenus de placement	1 406	1 366	1 291	1 514	1 507	1 555	1 754
08 Sommes reversées par les entreprises publiques	-	21	20	-	486	534	284
09 Redevances	89	109	121	164	189	285	275
10 Administrations locales	256	248	276	288	267	233	232
11 Intérêt et autres revenus de placement	231	220	246	258	237	203	202
12 Sommes reversées par les entreprises publiques	25	28	30	30	30	30	30
13 Régime de pensions du Canada	17	17	16	16	15	14	14
14 Régime de rentes du Québec	995	964	923	963	857	769	713
15 Total	6 567	6 484	6 624	7 472	8 028	9 088	9 092

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 37

Dépenses publiques courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques, Québec, 1992-1998

Dépenses	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Administration fédérale	7 383	7 866	7 900	7 700	7 654	7 513	7 805
02 Dépenses courantes	6 835	7 108	7 168	7 121	7 075	7 006	7 383
03 Rémunération des salariés	3 922	3 867	3 933	3 905	3 765	3 711	3 586
04 Autres achats de biens et services	2 913	3 241	3 235	3 216	3 310	3 295	3 797
05 Investissements en capital fixe et en stocks	548	758	732	579	579	507	422
06 Administration provinciale ¹	25 488	25 273	25 445	25 173	24 623	24 293	24 801
07 Dépenses courantes	23 775	23 606	23 606	23 320	22 918	22 706	22 995
08 Rémunération des salariés	14 158	14 434	14 444	14 438	14 496	14 088	13 974
09 Autres achats de biens et services	9 617	9 172	9 162	8 882	8 422	8 618	9 021
10 Investissements en capital fixe	1 713	1 667	1 839	1 853	1 705	1 587	1 806
11 Dont : Santé et services sociaux	9 469	9 494	9 745	9 354	9 105	8 905	9 077
12 Dépenses courantes	9 055	9 079	9 186	8 918	8 691	8 498	8 565
13 Rémunération des salariés	7 166	7 294	7 250	7 213	7 221	7 154	6 959
14 Autres achats de biens et services	1 889	1 785	1 936	1 705	1 470	1 344	1 606
15 Investissements en capital fixe	414	415	559	436	414	407	512
16 Dont : Éducation	4 043	4 246	4 183	4 047	3 926	3 885	3 868
17 Dépenses courantes	3 663	3 769	3 737	3 572	3 515	3 475	3 476
18 Rémunération des salariés	2 915	3 056	3 122	3 115	3 074	2 912	2 831
19 Autres achats de biens et services	748	713	615	457	441	563	645
20 Investissements en capital fixe	380	477	446	475	411	410	392
21 Administrations locales	13 416	13 928	14 344	14 556	14 665	14 358	14 268
22 Dépenses courantes	11 629	12 028	12 252	12 373	12 395	12 250	12 238
23 Rémunération des salariés	8 463	8 632	8 737	8 797	8 850	8 941	8 642
24 Autres achats de biens et services	3 166	3 396	3 515	3 576	3 545	3 309	3 596
25 Investissements en capital fixe	1 787	1 900	2 092	2 183	2 270	2 108	2 030
26 Dont : Commissions scolaires	7 175	7 425	7 445	7 617	7 730	7 339	7 073
27 Dépenses courantes	6 797	7 096	7 160	7 289	7 286	6 814	6 690
28 Rémunération des salariés	5 211	5 335	5 435	5 474	5 512	5 678	5 525
29 Autres achats de biens et services	1 586	1 761	1 725	1 815	1 774	1 136	1 165
30 Investissements en capital fixe	378	329	285	328	444	525	383
31 Total	46 287	47 067	47 689	47 429	46 942	46 164	46 874

1. Incluant le Régime de rentes du Québec.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 38

Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1992-1998

Transferts	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Administration fédérale	13 734	14 349	13 858	13 480	13 557	13 566	13 723
02 Allocations familiales et aux jeunes	696	9	9	9	9	10	14
03 Prestation fiscale et crédit d'impôt pour enfant	168	1 341	1 342	1 312	1 307	1 318	1 373
04 Pensions, première et seconde guerres mondiales	104	103	104	110	110	111	110
05 Allocations aux anciens combattants	97	116	108	85	49	50	50
06 Subventions aux autochtones et à leurs organismes	286	301	291	385	412	432	447
07 Taxes sur les produits et services - crédit	729	749	782	763	776	788	813
08 Prestations d'assurance-emploi	5 672	5 434	4 665	4 099	3 889	3 476	3 347
09 Pensions de la fonction publique	561	601	641	705	765	806	846
10 Paiements de la caisse de sécurité de la vieillesse	4 966	5 158	5 352	5 485	5 660	5 821	5 993
11 Bourses d'études et subventions à la recherche	173	173	197	168	168	171	127
12 Transferts divers et autres	282	364	367	359	412	583	603
13 Administration provinciale	7 464	8 658	8 827	9 184	9 448	9 827	10 575
14 Indemnisations des accidentés du travail	1 121	1 046	1 049	1 044	1 040	998	991
15 Pensions de la fonction publique	1 036	1 077	1 138	1 312	1 476	1 856	2 484
16 Subventions aux associations de bienfaisance	537	544	581	861	919	1 110	1 281
17 Aide sociale - maintien du revenu	2 660	2 938	3 048	3 048	2 928	2 779	2 445
18 Aide sociale - autres	410	427	449	488	538	385	339
19 Transferts divers	1 700	2 626	2 562	2 431	2 547	2 699	3 035
20 Administrations locales	2	2	2	2	2	2	2
21 Régime de pensions du Canada	48	50	52	54	54	54	54
22 Régime de rentes du Québec	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285	5 525
23 Total	25 139	27 222	27 172	27 432	28 089	28 734	29 879

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 39

Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques, Québec, 1992-1998

Transferts		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
		'000 000 \$						
01	Administration fédérale	890	830	825	738	686	698	728
02	Subventions	526	572	531	547	499	559	547
03	Subventions à l'agriculture	129	110	97	90	68	54	49
04	Autres subventions	424	497	463	483	473	509	498
05	Ajustement à une base d'exercice	-27	-35	-29	-26	-42	-4	-
06	Transferts de capitaux	364	258	294	191	187	139	181
07	Aux entreprises individuelles	60	24	13	15	18	11	39
08	Aux sociétés et entreprises publiques	304	234	281	176	169	128	142
09	Administration provinciale	2 694	2 161	2 383	2 174	2 073	1 918	2 598
10	Subventions	2 623	2 087	2 286	2 078	1 999	1 870	2 557
11	Dont ajustement à une base d'exercice	76	-13	-21	-10	7	-8	-
12	Transferts de capitaux	71	74	97	96	74	48	41
13	Aux entreprises individuelles	-	16	19	38	27	5	4
14	Aux sociétés et entreprises publiques	71	58	78	58	47	43	37
15	Administrations locales	525	532	513	504	505	507	509
16	Subventions	469	475	455	447	449	450	442
17	Transferts de capitaux aux sociétés et entreprises publiques	56	57	58	57	56	57	67
18	Total	4 109	3 523	3 721	3 416	3 264	3 123	3 835

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 40

Transferts entre administrations publiques, Québec, 1992-1998

Transferts		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
		'000 000 \$						
01	Administration fédérale	8 237	8 803	8 578	9 662	8 161	7 056	7 057
02	A l'Administration provinciale	8 168	8 740	8 477	9 592	8 061	6 953	6 981
03	Régime d'assistance publique du Canada	1 769	1 981	2 132	1 998	525	-1	-
04	Subventions statutaires	5	5	5	5	9	16	16
05	Accords fiscaux	3 559	3 590	3 612	4 486	4 035	4 185	4 396
06	Subventions à l'enseignement postsecondaire	419	513	366	388	82	-13	-12
07	Contributions en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation	1 073	1 271	1 004	984	211	-29	-4
08	Caisse d'aide à la santé	359	381	362	384	94	-21	-23
09	Païement dans le cadre d'ententes pour l'expansion économique régionale	42	36	43	183	112	35	80
10	Langues officielles	65	41	83	52	50	61	33
11	Contributions en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	26	23	16	15	21	17	18
12	Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	-	-	-	-	1 933	1 895	1 639
13	Transferts courants divers	595	643	597	846	748	584	621
14	Aux universités provinciales	256	256	257	251	241	224	217
15	Aux administrations locales	69	63	101	70	100	103	76
16	Administration provinciale	7 547	7 528	7 607	8 132	7 574	6 519	6 552
17	Aux administrations locales	7 178	7 156	7 225	7 708	7 114	6 051	6 063
18	Commissions scolaires	6 206	6 022	5 954	6 282	5 916	5 066	4 979
19	Transferts de nature générale	972	1 134	1 271	1 426	1 198	985	1 084
20	A l'Administration fédérale	369	372	382	424	460	468	489
21	Administrations locales	-	-	-	-	19	6	-
22	A l'Administration provinciale	-	-	-	-	19	6	-
23	Total	15 784	16 331	16 185	17 794	15 754	13 581	13 609

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.
Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.





Tableau 41
Population par province au 1er juillet, Canada, 1992-1998

Province	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	'000						
01 Terre-Neuve	580	580	575	568	561	554	546
02 Île-du-Prince-Édouard	131	132	134	135	136	137	137
03 Nouvelle-Ecosse	919	924	926	928	931	935	936
04 Nouveau-Brunswick	748	750	751	752	753	754	753
05 Québec	7 114	7 165	7 207	7 241	7 274	7 308	7 335
06 Ontario	10 572	10 689	10 827	10 964	11 101	11 263	11 413
07 Manitoba	1 113	1 118	1 124	1 130	1 134	1 136	1 138
08 Saskatchewan	1 004	1 007	1 010	1 014	1 019	1 022	1 026
09 Alberta	2 634	2 671	2 705	2 740	2 781	2 838	2 910
10 Colombie-Britannique	3 470	3 572	3 682	3 784	3 882	3 961	4 003
11 Yukon	30	31	30	31	32	32	32
12 Territoires du Nord-Ouest	62	64	65	67	68	68	68
13 Canada	28 377	28 703	29 036	29 354	29 672	30 008	30 297

Source : Statistique Canada, Division de la démographie.

Tableau 42

Population, population active et taux de chômage, Québec, Ontario et Canada, 1992-1998

		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
		'000						
Canada								
01	Population 15 ans et plus	21 986	22 371	22 717	23 027	23 352	23 687	23 994
02	Population active	14 482	14 664	14 832	14 928	15 145	15 354	15 631
03	Population active occupée	12 842	13 015	13 292	13 506	13 676	13 941	14 326
04	Chômeurs	1 640	1 649	1 540	1 422	1 469	1 413	1 305
05	Taux de chômage (%)	11,3	11,2	10,4	9,5	9,7	9,2	8,3
Québec								
06	Population 15 ans et plus	5 615	5 692	5 753	5 805	5 870	5 926	5 968
07	Population active	3 518	3 547	3 595	3 613	3 643	3 680	3 712
08	Population active occupée	3 067	3 080	3 156	3 204	3 212	3 260	3 327
09	Chômeurs	451	467	439	409	431	420	385
10	Taux de chômage (%)	12,8	13,2	12,2	11,3	11,8	11,4	10,4
Ontario								
11	Population 15 ans et plus	8 284	8 448	8 588	8 720	8 848	8 979	9 119
12	Population active	5 609	5 693	5 706	5 733	5 839	5 916	6 049
13	Population active occupée	5 002	5 089	5 160	5 232	5 310	5 413	5 613
14	Chômeurs	607	604	546	501	529	503	436
15	Taux de chômage (%)	10,9	10,6	9,6	8,7	9,0	8,5	7,2

Source : Statistique Canada, Division des enquêtes - ménages.

Tableau 43
Répartition par province du revenu personnel disponible par habitant, Canada, 1992-1998

Province	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	\$						
01 Terre-Neuve	13 190	13 526	13 763	14 077	13 995	14 150	14 421
02 Île-du-Prince-Édouard	14 137	14 864	14 470	14 859	14 787	14 781	15 058
03 Nouvelle-Ecosse	14 778	15 018	15 031	15 263	15 128	15 446	15 808
04 Nouveau-Brunswick	14 245	14 559	14 696	15 203	15 286	15 428	15 703
05 Québec	15 232	15 548	15 563	15 921	16 106	16 356	16 699
06 Ontario	18 455	18 442	18 418	18 820	18 709	19 240	19 788
07 Manitoba	15 817	15 885	16 054	16 493	17 020	16 878	17 318
08 Saskatchewan	14 030	14 694	14 538	15 492	16 488	15 541	16 440
09 Alberta	17 124	17 663	17 594	18 062	18 284	19 236	20 016
10 Colombie-Britannique	17 214	17 557	17 697	17 994	17 899	17 915	17 774
11 Yukon	19 767	19 419	20 233	20 613	20 813	20 594	20 875
12 Territoires du Nord-Ouest	16 645	19 031	18 185	18 254	18 235	19 147	18 912
13 Canada	16 762	16 986	17 003	17 409	17 479	17 820	18 245

Source : Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 44

Revenu comptable net des exploitants agricoles, état de rapprochement, Québec, 1992-1998

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Revenu net agricole	543	675	798	652	864	728	794
Moins :							
02 Sommes comprises dans les autres composantes du PIB	90	108	178	82	67	65	75
Plus :							
03 Autres ajustements	100	86	4	62	-23	-31	-57
Égale :							
04 Revenu comptable net des exploitants agricoles¹	553	653	624	632	774	632	662

1. Le revenu comptable net des exploitants agricoles est estimé sur une base d'exercice.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.

Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement et Division de l'agriculture.

Tableau 45

Investissements en capital fixe, état de rapprochement, Québec, 1992-1998

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998p
	'000 000 \$						
01 Investissements privés et publics¹	25 833	25 582	27 461	25 784	26 829	29 569	31 267
Moins :							
02 Ajustements à la définition d'investissements des comptes économiques ²	298	299	314	311	334	298	274
Plus :							
03 Frais de mutation relatifs à la vente et à l'achat d'immobilisations existantes ³	1 221	1 274	1 388	1 233	1 537	1 618	1 591
Plus :							
04 Autres ajustements	93	492	-68	-151	171	-907	-251
Egale :							
05 Formation brute de capital fixe d'après les comptes des revenus et des dépenses	26 849	27 049	28 467	26 555	28 203	29 982	32 333

1. Données produites par la Division de l'investissement et du stock de capital à Statistique Canada.

2. Plusieurs éléments sont retranchés dont les rebuts, les récupérations, les véhicules moteurs usagés, les avions, les bateaux et autres actifs usagés.

3. Il s'agit des commissions payées lors de l'achat et de la vente d'immobilisations existantes.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques.

Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement et Division de l'investissement et du stock de capital.

Tableau 46
Certains indicateurs économiques, Québec, 1992-1998

	Unité de mesure	Québec						
		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
01 Population	' 000	7 114	7 165	7 207	7 241	7 274	7 308	7 335
02 Migration nette	' 000	32	34	21	11	10	4	3
03 Population active	' 000	3 518	3 547	3 595	3 613	3 643	3 680	3 712
04 Emploi total	' 000	3 067	3 080	3 156	3 204	3 212	3 260	3 327
05 Taux de chômage	%	12,8	13,2	12,2	11,3	11,8	11,4	10,4
06 Rémunération horaire moyenne à pondération fixe	1986=100	129,4	131,2	132,1	134,7	137,0	138,7	140,7
07 Revenu personnel	' 000 000 \$	142 804	146 201	148 451	153 117	156 091	160 180	165 366
08 Revenu personnel par habitant	\$	20 074	20 405	20 598	21 146	21 459	21 918	22 545
09 Revenu personnel disponible	' 000 000 \$	108 363	111 399	112 166	115 282	117 157	119 531	122 487
10 Revenu personnel disponible par habitant	\$	15 232	15 548	15 563	15 921	16 106	16 356	16 699
11 Taux d'épargne personnelle	%	9,7	9,6	7,7	7,8	6,1	3,6	2,1
12 Indice des prix à la consommation	1992=100	100,0	101,4	100,0	101,8	103,4	104,9	106,4
13 Produit intérieur brut, indice implicite de prix	1992=100	100,0	100,7	101,7	104,0	104,1	104,8	105,5
14 Produit intérieur brut	' 000 000 \$	158 357	162 093	170 148	177 107	179 829	187 266	193 243
15 Produit intérieur brut par habitant	\$	22 260	22 623	23 609	24 459	24 722	25 625	26 345
16 Produit intérieur brut aux prix de 1992	' 000 000 \$	158 357	160 897	167 241	170 366	172 826	178 611	183 223
17 Produit intérieur brut par habitant aux prix de 1992	\$	22 260	22 456	23 205	23 528	23 579	24 440	24 979
18 Mises en chantier	n	38 228	34 015	34 154	21 885	23 220	25 896	23 138
19 Ventes au détail	' 000 000 \$	44 837	46 890	49 598	49 292	52 085	55 750	56 934
20 Ventes de véhicules automobiles neufs	' 000	333,3	309,7	319,4	293,2	305,3	352,2	364,0
21 Livraisons des fabricants	' 000 000 \$	69 437	74 799	85 186	94 420	97 403	103 290	107 332
22 Production minérale	' 000 000 \$	2 694	2 692	2 956	3 338	3 415	3 437	3 443
23 Faillites commerciales	' 000 000 \$	3 201,5	2 012,0	1 839,5	1 898,7	1 609,5	1 111,8	982,2

Source : Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Tableau 47
Certains indicateurs économiques, Canada, 1992-1998

	Unité de mesure	Canada						
		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
01 Population	' 000	28 377	28 703	29 036	29 354	29 672	30 008	30 297
02 Migration nette	' 000	196	221	189	173	170	175	145
03 Population active	' 000	14 482	14 664	14 832	14 928	15 145	15 354	15 631
04 Emploi total	' 000	12 842	13 015	13 292	13 506	13 676	13 941	14 326
05 Taux de chômage	%	11,3	11,2	10,4	9,5	9,7	9,2	8,3
06 Rémunération horaire moyenne à pondération fixe	1986=100	130,9	133,5	135,5	138,5	142,1	143,3	145,8
07 Revenu personnel	' 000 000 \$	616 055	628 294	640 855	666 310	681 081	706 273	734 572
08 Revenu personnel par habitant	\$	21 710	21 889	22 071	22 699	22 954	23 536	24 246
09 Revenu personnel disponible	' 000 000 \$	475 645	487 561	493 711	511 027	518 639	534 728	552 778
10 Revenu personnel disponible par habitant	\$	16 762	16 986	17 003	17 409	17 479	17 820	18 245
11 Taux d'épargne personnelle	%	11,2	10,1	7,6	7,3	5,1	2,8	2,3
12 Indice des prix à la consommation	1992=100	100,0	101,8	102,0	104,2	105,9	107,6	108,6
13 Produit intérieur brut, indice implicite de prix	1992=100	100,0	101,5	102,6	104,9	106,6	107,5	106,9
14 Produit intérieur brut	' 000 000 \$	698 544	724 960	767 506	807 088	833 921	873 947	895 704
15 Produit intérieur brut par habitant	\$	24 617	25 257	26 433	27 495	28 105	29 124	29 564
16 Produit intérieur brut aux prix de 1992	' 000 000 \$	698 544	714 583	748 350	769 082	782 130	813 031	838 265
17 Produit intérieur brut par habitant aux prix de 1992	\$	24 617	24 896	25 773	26 200	26 359	27 094	27 668
18 Mises en chantier	n	168 271	155 443	154 057	110 933	124 713	147 040	137 439
19 Ventes au détail	' 000 000 \$	185 170	194 325	207 841	213 774	220 870	237 597	246 184
20 Ventes de véhicules automobiles neufs	' 000	1 227,4	1 192,9	1 260,1	1 166,5	1 204,6	1 424,4	1 428,9
21 Livraisons des fabricants	' 000 000 \$	286 294	309 963	352 893	396 903	406 820	435 031	448 753
22 Production minérale	' 000 000 \$	35 413	36 564	41 183	43 367	49 689	50 537	44 302
23 Faillites commerciales	' 000 000 \$	7 374,2	5 383,4	5 165,3	5 290,2	4 308,9	3 883,0	4 281,1

Source : Statistique Canada, Division des comptes nationaux et de l'environnement.



Le cadre général des comptes économiques

La révision historique de décembre 1997

Le 12 décembre 1997, Statistique Canada (SC) a diffusé la version révisée des comptes économiques nationaux pour la période de 1961 à 1997. La diffusion des comptes économiques provinciaux pour la période de 1992 à 1997, modifiés eux aussi, a pour sa part eu lieu le 15 mai 1998 en fonction de la révision effectuée au niveau canadien.

Comme il a été exprimé par SC, cette révision vise trois objectifs¹. Le premier est d'assurer la conformité du système des comptes nationaux (SCN) canadiens avec les nouvelles normes internationales de la comptabilité nationale, telles que consignées dans le document² *Système de comptabilité nationale 1993* — aussi appelé SCN 1993 — préparé sous l'égide des Nations Unies et publié conjointement en 1993 par la Banque Mondiale, la Commission des communautés européennes, le Fonds monétaire international, les Nations Unies et l'OCDE. Le second objectif de SC est de ramener les estimations en prix constants et les indices de prix à la nouvelle année de base, soit 1992=100. Le troisième objectif, enfin, consiste à incorporer au SCN canadien des révisions statistiques provenant de nouvelles sources d'information, de données déjà corrigées mais dont les révisions n'étaient pas encore prises en compte, ou encore résultant d'une intégration désormais accrue des composantes du SCN canadien.

L'incidence de cette révision sur les comptes économiques du Québec se traduit principalement par la disparition de quelques variables, le changement de nom de certaines autres et l'apparition de quelques-unes jusque-là inédites, ainsi que par la suppression de deux tableaux. L'un de ces tableaux, l'ancien tableau 32 sur les recettes et dépenses des hôpitaux, disparaît complètement, car les données relatives aux hôpitaux sont désormais intégrées à celles de l'Administration publique provinciale; l'autre est l'ancien tableau 37 présentant les autres transferts des particuliers aux administrations publiques, désormais fusionné avec celui sur les impôts directs des particuliers (l'ancien tableau 34) pour former

le nouveau tableau 33. Le nombre total des tableaux des chapitres 2 à 6 passe donc de 49 à 47.

Réconciliation avec d'autres ensembles de données

À compter de l'édition 1999, les comptes économiques des revenus et des dépenses sont réconciliés avec les deux autres ensembles de données que sont les tableaux entrées-sorties et les indicateurs de la production industrielle.

L'objectif de la comptabilité économique

À l'intérieur d'une économie moderne, une foule d'individus effectuent des opérations dont la complexité et la diversité grandissent avec les années. Ces individus ou agents économiques, que l'on nomme « ménages, entreprises ou gouvernements », prennent part à des activités de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échanges avec l'extérieur. En vue de connaître les liens entre les agents et leurs activités, il faut inscrire leurs opérations à l'intérieur d'un cadre de comptabilité global, tout comme l'industriel suit les opérations de son entreprise à partir d'une série d'états financiers. Le besoin de connaître les « allées et venues » des différents agents économiques a donné naissance à la comptabilité économique. L'objectif d'un système de comptabilité est donc la mise en place et le maintien d'un « cadre complet et détaillé pour l'enregistrement systématique et intégré des flux et des stocks d'une économie³ ». Cependant, l'enregistrement systématique et intégré des activités de millions d'individus n'est pas chose facile. Il faut mettre au point un modèle réduit des activités économiques, afin que les différents agents économiques puissent prendre des décisions plus rapidement et plus facilement. Ainsi, les individus sont classés en agents économiques et les activités sont réparties selon des dénominateurs communs, tels que la consommation et la production. Ce cadre d'enregistrement des activités économiques doit être le plus complet possible, ce qui nous oblige à une présentation relativement globale.

1. Statistique Canada, note sur son site Internet.

2. La version française de ce document porte le numéro ISBN 92-1-261143-5.

3. Nations Unies, *Système de comptabilité nationale*, Études méthodologiques, Série F, no. 2, Rev. 3, New York.

Le développement des travaux sur la comptabilité économique a été le fruit de l'expérience de la crise des années 1930 et de la Seconde Guerre mondiale. Ces deux événements ont incité les économistes et les statisticiens à approfondir leurs connaissances sur les phénomènes économiques, et à améliorer la collecte et l'organisation des données quantitatives. À cet égard, les travaux de John Maynard Keynes ont exercé une influence considérable. Plus près de nous, au cours des années 1960, un groupe d'experts sous l'égide des Nations Unies a élaboré un système de comptabilité nationale. Ce système a été rapidement implanté dans différents pays, dont le Canada et, par conséquent, le Québec. C'est ce système qui a été révisé en profondeur en 1993 et qui est à la base des données de cette publication.

Le contenu d'un système de comptabilité économique

Le système de comptabilité économique mis au point par les Nations Unies se compose de plusieurs milliers de matrices, dont certaines peuvent contenir plusieurs centaines de lignes et de colonnes. Ainsi, tous les renseignements quantitatifs de nature économique trouvent leur place dans le système des Nations Unies. L'enregistrement de données statistiques est réalisé à partir de sept comptes, dont quatre sont des comptes de stocks. La suite de cette section décrit brièvement le contenu d'un système de comptabilité économique.

Sur un territoire donné, il existe des stocks de matières premières (gisements miniers, forêts, terres arables, etc.), des stocks de capitaux (logements, usines, équipements productifs, etc.), des stocks monétaires (argent en circulation, réserves d'or, etc.). Ces stocks sont soit possédés par les résidents du territoire, soit détenus par des non-résidents (reste du monde). Ces différents stocks sont enregistrés dans les comptes de patrimoine sous les noms « actifs et passifs d'ouverture ».

Les agents économiques effectuent des opérations de production, de consommation, d'accumulation de richesses et d'échange avec le reste du monde. Ces différentes opérations donnent naissance au compte du produit intérieur brut (la production), au compte de revenus et de dépenses (la consommation), au compte de capital et financement (l'accumulation) et au compte de la balance des paiements (échanges avec le reste du monde). Ces quatre comptes, nommés comptes d'opération, sont les plus connus et font partie intégrante de la plupart des systèmes de comptabilité. Ces comptes enregistrent les différentes transactions sur les biens et

services : les agents économiques produisent des biens et services, ils reçoivent une rémunération et effectuent des dépenses. Enfin, une partie résiduelle est accumulée en vue de venir grossir les stocks initiaux. À différentes phases de ces opérations, il existe des échanges avec le reste du monde (achats et ventes de matières premières, de produits finis ou semi-finis, importations et exportations de capitaux, etc.).

À la fin d'une période donnée, il y a réévaluation des actifs et des passifs. Ainsi, les créances ont soit diminué, soit augmenté, de même que les stocks de matières premières. Les variations enregistrées dans le compte de réévaluation sont par la suite additionnées ou soustraites des actifs et passifs d'ouverture. Cela donne les actifs et les passifs de clôture que l'on retrouve dans les comptes de patrimoine.

Comme nous pouvons le constater, les comptes des revenus et des dépenses ne représentent qu'une partie d'un système de comptabilité économique. Cependant, ils demeurent les comptes les mieux connus et les plus utilisés. Ces comptes, avec les autres comptes d'opération, sont produits par un grand nombre de pays, dont le Canada. Les comptes de patrimoine et les comptes de réévaluation sont, pour l'instant, très peu ou pas produits.

Les comptes économiques provinciaux des revenus et des dépenses

Historique

Au Québec, les travaux sur la comptabilité économique ont été amorcés en 1966. La première publication, parue en 1968, portait le nom de *Tableaux types des comptes économiques du Québec, 1946-1968*⁴. En 1970 et 1972, cette publication a été reprise sous le même titre. Par la suite, deux comités fédéraux-provinciaux ont contribué au développement des comptes économiques provinciaux : le Sous-comité fédéral-provincial sur les données économiques, en 1970-1971, et le Comité fédéral-provincial sur les comptes économiques provinciaux, formé au printemps de 1973. Ce dernier avait le mandat d'élaborer des estimations du produit intérieur brut et de ses emplois, par province, selon les meilleures méthodes possibles. Les résultats des travaux de ce comité ont donné naissance à la première publication sur les comptes économiques provinciaux en 1977⁵. Depuis cette date, Statistique Canada publie des données sur les comptes économiques par

4. Publiée par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec.

5. Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux, 1961-1974*, mai 1977.

province⁶. Le Québec publie aussi des données sur les comptes économiques. Cependant, la publication du Québec comporte un certain nombre de particularités par rapport à celle de Statistique Canada et contient des tableaux supplémentaires, notamment ceux des comptes de revenus et de dépenses, de capital et de financement par agent économique, et ceux portant sur la distribution industrielle du produit intérieur brut au coût des facteurs en dollars courants.

Le concept de production intérieure

Les comptes économiques reposent sur le concept de la production intérieure, lequel est au cœur de tout système de comptabilité économique. Ainsi, la production engendre des revenus qui seront dépensés pour l'achat de biens et de services, d'où l'influence de la délimitation des frontières géographiques de la production sur le niveau des revenus et des dépenses.

Le choix du concept de production intérieure dépend en partie de considérations liées aux opérations : il est plus facile de mesurer la production à l'intérieur d'un territoire donné, que de mesurer les revenus que les résidents d'un territoire donné obtiennent grâce à leur participation à une activité économique, quel que soit le lieu où cette activité se déroule. Ainsi, le concept de production intérieure mesure la production des établissements situés sur un territoire donné et les revenus qui découlent de cette production, avant toute redistribution à l'échelle interprovinciale ou internationale. Le choix de ce concept n'élimine pas en soi toutes les difficultés d'estimation, mais permet de mieux délimiter la production à mesurer. De plus, le concept de production intérieure se rapproche de variables économiques intérieures, telles que l'emploi, le stock de capital, l'investissement, etc.

Pour ces raisons et plusieurs autres, le Système de comptabilité nationale des Nations Unies, le Système de comptabilité nationale canadien et, par conséquent, les comptes économiques provinciaux sont élaborés selon le concept de production intérieure plutôt qu'à partir de celui de production nationale, bien que ce dernier soit aussi utilisé.

Les composantes des comptes économiques des revenus et des dépenses

L'objectif principal des comptes économiques des revenus et des dépenses est de mesurer la production⁷ d'un pays, d'une province ou d'un territoire donné. En ce qui concerne les comptes provinciaux, la production que l'on désire mesurer est la production intérieure. Il existe

trois méthodes de mesure, soit la méthode des revenus, la méthode des dépenses et la méthode de la valeur ajoutée. Dans les comptes de revenus et de dépenses, on se sert essentiellement des deux premières méthodes pour estimer la production. Ainsi, on utilise la somme des revenus pour mesurer le produit intérieur brut (tableau 1), et la somme des ventes finales aux utilisateurs pour mesurer la dépense intérieure brute (tableau 2). La troisième méthode, celle de la valeur ajoutée, est peu utilisée dans les comptes de revenus et de dépenses. Elle est surtout employée lorsqu'il s'agit de mesurer la production par secteur d'activité, et que l'on dispose d'informations sur les valeurs brutes de production et les coûts des intrants.

En vue de mesurer la production d'un pays ou d'un territoire donné, il est de première importance de classer et de synthétiser tout le détail des opérations qui ont cours à l'intérieur de ce territoire. Ainsi, il faut non seulement synthétiser une multitude d'opérations économiques individuelles, mais aussi classer ces opérations selon leurs caractéristiques économiques propres. C'est ainsi que l'économie est subdivisée en certains grands regroupements d'agents qui forment les secteurs des entreprises, des ménages, des administrations publiques et des non-résidents. Le secteur des entreprises regroupe les agents dont la fonction principale est de produire en vue d'un profit (ex. : sociétés privées et entreprises gouvernementales). Le secteur des ménages englobe les agents dont les activités sont axées sur la consommation finale (ex. : les particuliers, les organismes privés sans but lucratif tels que les syndicats, les associations professionnelles, etc.). Le secteur des administrations publiques regroupe les agents économiques dont l'activité principale est directement reliée aux affaires publiques (ex. : les ministères et agences gouvernementales aux niveaux fédéral, provincial et local, les régimes publics de pensions, etc.). Enfin, le secteur des non-résidents représente les transactions avec l'extérieur.

Ces agents s'adonnent à trois principaux types d'activité économique : la production, la consommation et la formation de capital. En principe, il serait possible de construire un compte correspondant à chacun de ces trois types fondamentaux d'activité économique, et ce, pour chacune des quatre catégories de secteurs (agents) énumérées précédemment. En pratique, les comptes économiques présentent des comptes de revenus et de dépenses par agent économique, de mêmes que des comptes de financement du capital (ou formation de capital). Un seul compte de production est présenté : il

6. Publiée par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec.

7. La production considérée est la production « nette », c'est-à-dire la production totale moins les intrants intermédiaires qui entrent dans la fabrication d'un bien ou d'un service.

s'agit d'un compte pour l'économie tout entière, c'est-à-dire pour les quatre catégories d'agents considérées ensemble. Ce compte de production représente la somme des différents agents économiques (tableaux 1 et 8) et la somme de toutes les ventes finales à ces mêmes agents (tableaux 2 et 9). Ces divers comptes décrivent, au sens strict, les composantes des comptes économiques des revenus et des dépenses. Généralement, dans les publications relatives aux comptes des revenus et des dépenses, on retrouve des tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut, de même que des tableaux supplémentaires concernant les administrations publiques.

Sources et particularités

La présente section décrit les principales sources statistiques des variables apparaissant dans cette publication, de même que les particularités d'un tableau donné par rapport au même tableau des Comptes économiques provinciaux (CEP) de Statistique Canada. En vue d'alléger la présentation, les sigles suivants sont utilisés :

SC : Statistique Canada. Les données trimestrielles canadiennes se retrouvent dans la publication 13-001 : *Comptes nationaux canadiens des revenus et des dépenses*; les données annuelles des CEP se retrouvent dans la publication 13-213 et sont disponibles dans la banque de données CANSIM.

ISQ : Institut de la statistique du Québec

Les tableaux sommaires

Tableau 1 **Produit intérieur brut en termes de revenus**

Sources : ISQ et SC

Les données sur la rémunération des salariés sont estimées sur une base intérieure et, de ce fait, diffèrent de celles du tableau 5 calculées selon la base nationale.

Tableau 2 **Produit intérieur brut en termes de dépenses**

Source : SC

SC estime les dépenses personnelles en biens et services de consommation sur une base nationale, plutôt que sur une base intérieure. La différence entre les deux concepts est attribuable à la balance touristique (différence entre les dépenses des étrangers au Québec et les dépenses des Québécois à l'étranger). Par conséquent, la demande intérieure totale et la demande intérieure finale se trouvent augmentées ou diminuées d'une valeur égale à la balance touristique, selon que celle-ci est positive ou négative.

Tableau 3 **Produit intérieur brut aux prix de 1992**

Source : SC

Tableau 4 **Indices implicites de prix, produit intérieur brut aux prix de 1992**

Source : SC

Tableau 5 **Provenance du revenu personnel**

Source : SC

Les données sur le revenu du travail sont estimées sur une base nationale et, de ce fait, diffèrent de celles du tableau 1 évaluées selon la base intérieure.

Tableau 6 **Utilisation du revenu personnel**

Sources : ISQ et SC

L'estimation par SC des dépenses personnelles de consommation, sur une base nationale, permet une meilleure évaluation de l'épargne personnelle, étant donné que l'on tient compte des dépenses des résidents effectuées à l'étranger, lesquelles viennent réduire d'autant l'épargne des ménages résidents. La prise en compte de la balance touristique a pour effet de maintenir la propension moyenne à consommer inférieure à l'unité dans le cas où l'épargne des résidents est inférieure aux dépenses des touristes étrangers.

Comme l'épargne personnelle est obtenue de façon résiduelle, elle inclut toutes les erreurs d'estimation. Son interprétation doit donc se faire avec prudence.

Tableau 7 **Rapport entre le produit intérieur brut, le revenu intérieur net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle**

Sources : ISQ et SC

Les tableaux sectoriels

Les tableaux sectoriels sont élaborés par l'ISQ et n'ont pas d'équivalent dans les comptes économiques provinciaux de SC. Ils se composent de revenus et de dépenses ainsi que de comptes de financement du capital pour les agents économiques suivants : particuliers et

entreprises individuelles, administrations provinciale et locales et un ensemble de comptes consolidés. Les tableaux sectoriels sont élaborés principalement à partir des informations contenues dans les tableaux sommaires (tableaux 1 à 7) et les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques (tableaux 28 à 40).

Les données manquantes sont soit obtenues de SC, soit directement estimées par l'ISQ. Ainsi, la valeur de la dernière année pour de nombreuses variables doit être estimée. Toutefois, ces estimations découlent de celles réalisées dans les tableaux 28 à 40.

Tableau 8
Compte consolidé de production : dépenses primaires au titre de la production intérieure

Sources : ISQ et SC

La rémunération des salariés se compose des salaires et traitements ainsi que des revenus supplémentaires du travail. La Division du travail de Statistique Canada estime les salaires et traitements selon les agents économiques, et un montant global pour les revenus supplémentaires du travail. L'ISQ ventile ce dernier montant entre les divers agents économiques. Les provisions pour consommation de capital des particuliers et des entreprises individuelles sont estimées par l'ISQ à partir des données sur l'amortissement des comptes nationaux annuels.

Tableau 9
Compte consolidé de production : recettes provenant de la production intérieure

Sources : ISQ et SC

Les calculs effectués en vue d'obtenir la balance touristique permettent d'estimer les ventes directes des entreprises aux particuliers, notamment en éliminant des dépenses personnelles de biens et services de consommation les achats de biens et services auprès des non-résidents du Québec. Une estimation des investissements en capital fixe et en stocks attribuables aux entreprises individuelles est obtenue à partir de pourcentages spécifiques aux secteurs économiques apparaissant dans la revue *Investissements privés et publics au Canada* (61-205). Enfin, plusieurs éléments proviennent du tableau 37 « Dépenses publiques courantes en biens et services et investissements des administrations publiques ». Ce dernier tableau, élaboré par l'ISQ, ventile les dépenses salariales et les autres achats de biens et services par niveau d'administration publique.

Tableau 10
Compte consolidé de financement du capital : épargne provenant du Québec et autres sources de financement

Sources : ISQ et SC

Tableau 11
Compte consolidé de financement du capital : utilisation de l'épargne brute

Sources : ISQ et SC

Les données apparaissant dans les tableaux 10 et 11 proviennent des tableaux sectoriels sur les comptes de financement du capital, soit les tableaux 14, 15, 18, 19, 22 et 23.

L'investissement en construction résidentielle est ventilé entre, d'une part, les particuliers et les entreprises individuelles et, d'autre part, les sociétés et entreprises publiques.

Tableau 12
Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles - revenus

Sources : ISQ et SC

Voir tableau 8 pour la rémunération des salariés.

Tableau 13
Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles - dépenses

Sources : ISQ et SC

Les achats de biens et services de consommation auprès des entreprises et des non-résidents sont obtenus à partir des calculs sur la balance touristique.

Tableau 14
Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles - ressources

Sources : ISQ et SC

Tableau 15
Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles - utilisation

Sources : ISQ et SC

Les données apparaissant dans les tableaux 14 et 15 proviennent de SC et de l'ISQ.

Tableau 16

Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale (incluant le Régime de pension du Canada) - revenus

Sources : ISQ et SC

Tableau 17

Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale (incluant le Régime de pension du Canada) - dépenses

Sources : ISQ et SC

Tableau 18

Compte de financement du capital de l'Administration fédérale (incluant le Régime de pension du Canada) - ressources

Sources : ISQ et SC

Tableau 19

Compte de financement du capital de l'Administration fédérale (incluant le Régime de pension du Canada) - utilisation

Sources : ISQ et SC

Les données qui apparaissent dans les tableaux 18 et 19 proviennent de SC et du tableau 37.

Tableau 20

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) - revenus

Sources : ISQ et SC

Tableau 21

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) - dépenses

Sources : ISQ et SC

Tableau 22

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) - ressources

Sources : ISQ et SC

Tableau 23

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales (incluant le Régime de rentes du Québec) - utilisation

Sources : ISQ et SC

Les données apparaissant dans les tableaux 22 et 23 proviennent de SC et du tableau 37.

Les tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut au coût des facteurs

Les tableaux 24 à 27 sont élaborés par l'ISQ, soit à partir d'informations obtenues de différentes divisions de Statistique Canada, soit à partir d'estimations dans le cas des données manquantes. Ces tableaux ventilent, par secteur d'activité économique, les principales composantes du produit intérieur brut selon la valeur ajoutée.

Tableau 24

Produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique

Sources : ISQ et SC

Aux fins de la présente publication, le tableau 24 est la somme des tableaux 25, 26 et 27. Les données qui apparaissent dans ce tableau proviennent de la Division des mesures et de l'analyse des industries (DMAI) de Statistique Canada¹. Toutefois, à l'aide de méthodes analogues à celles de Statistique Canada, l'ISQ a procédé à des estimations afin d'établir, sur une même base, le PIB par secteur des années les plus récentes.

Tableau 25

Rémunération des salariés, par activité économique

Sources : ISQ et SC

Les informations de base proviennent de la Section du revenu du travail de Statistique Canada. Ce dernier produit les données sur les salaires et traitements par agent économique et par activité économique. Cependant, les revenus supplémentaires du travail sont fournis pour l'ensemble des activités

1. La méthodologie de Statistique Canada est décrite dans la publication numéro 15-203 au catalogue de Statistique Canada.

seulement. L'ISQ ventile alors les revenus supplémentaires du travail par agent économique et activité économique, afin d'obtenir la rémunération totale des salariés par activité économique. L'ISQ désagrége également certains secteurs d'activité économique pour l'année la plus récente.

Tableau 26
Excédent d'exploitation et ajustements divers

Sources : ISQ et SC

La Division des mesures et de l'analyse des industries de Statistique Canada établit le PIB selon la valeur ajoutée pour les 14 secteurs d'activité économique. En soustrayant de ces données la somme des revenus de certains facteurs, tels que les salaires et le revenu net des entreprises individuelles agricoles et non agricoles, on obtient les données du tableau 26. Quant aux données des années les plus récentes, comme on ne connaît pas directement l'excédent d'exploitation, on estime que son évolution suit celle des indicateurs connexes à chacun des secteurs. Ainsi, dans certains cas, on utilise comme indicateur la valeur ajoutée, la production brute, les expéditions des producteurs, les ventes au détail, et dans d'autres cas, la somme des revenus de certains facteurs. Cependant, ces méthodes requièrent constamment des modifications afin de tenir compte des progrès que connaît la statistique, et des changements dans les données canadiennes qui servent de repères.

Tableau 27
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique

Source : SC

Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques

Les tableaux sur les administrations publiques proviennent en grande partie de SC et sont disponibles à partir de la publication 13-213 et de la banque de données CANSIM. Par contre, les tableaux 34 et 37 sont produits par l'ISQ. Les informations présentées dans ces tableaux sont soit obtenues de SC, soit estimées directement par l'ISQ.

Dans les nombreux cas de variables pour lesquelles la valeur de la dernière année n'est pas disponible, cette valeur est estimée à l'aide du taux de croissance annuelle de la variable concernée, ou d'une variable apparentée, dans les comptes économiques

trimestriels du quatrième trimestre du Québec ou du Canada.

Tableau 28 à 32
Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques

Sources : ISQ et SC

Tableau 33
Impôts directs - particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques

Sources : ISQ et SC

Tableau 34
Impôts directs des sociétés et entreprises publiques

Sources : ISQ et SC

Tableau 35
Impôts indirects

Sources : ISQ et SC

Tableau 36
Revenus de placement des administrations publiques

Sources : ISQ et SC

Tableau 37
Dépenses publiques courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques

Sources : ISQ et SC

Ce tableau présente les dépenses publiques courantes en biens et services ainsi que les investissements des différents niveaux d'administration publique. Les dépenses courantes sont ventilées selon deux composantes : la rémunération des salariés et les autres achats de biens et services. Les montants totaux des dépenses courantes et des investissements proviennent des tableaux 29 à 32. Seules les dépenses en autres achats de biens et services sont obtenues de façon résiduelle plutôt que par estimation. Les administrations locales incluent les commissions scolaires, conformément aux normes adoptées par Statistique Canada, mais sont présentées séparément afin de permettre aux utilisateurs qui le désirent de reconstituer l'ensemble du secteur public de l'éducation au Québec.

Tableau 38
Transferts des administrations publiques aux particuliers

Sources : ISQ et SC

Tableau 39
Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques

Sources : ISQ et SC

Tableau 40
Transferts entre administrations publiques

Sources : ISQ et SC

Les tableaux spéciaux

Tableau 41
Population par province au 1^{er} juillet

Source : SC

Tableau 42
Population, population active et taux de chômage, Québec, Ontario, Canada

Source : SC

Tableau 43
Répartition par province du revenu personnel disponible par habitant, Canada

Source : SC

Tableau 44
Revenu comptable net des exploitants agricoles, état de rapprochement

Source : SC

Tableau 45
Investissements en capital fixe, état de rapprochement

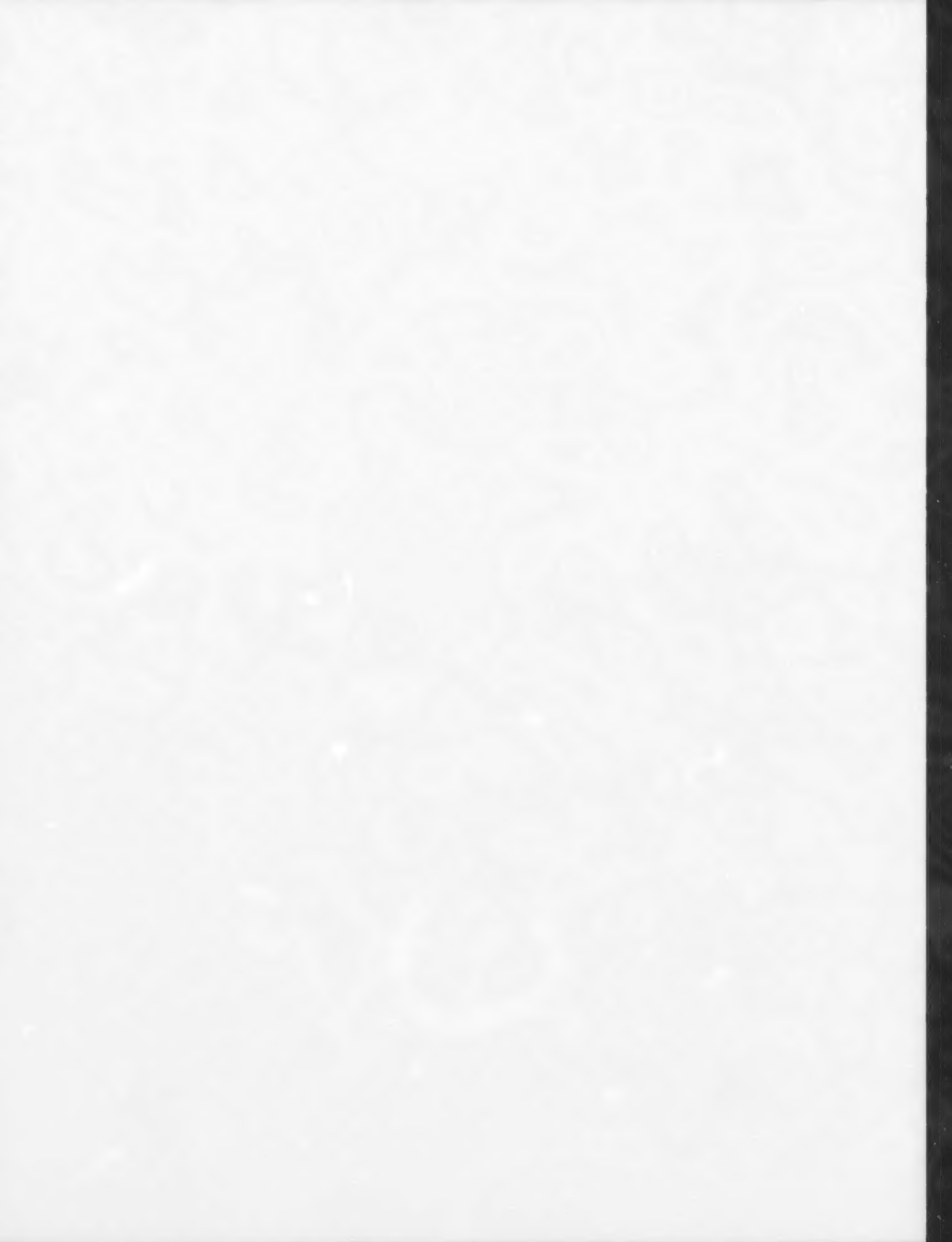
Sources : ISQ et SC

Tableau 46
Certains indicateurs économiques, Québec

Source : SC

Tableau 47
Certains indicateurs économiques, Canada

Source : SC



**Liste des plus récentes publications de
l'Institut de la statistique du Québec**



LISTE DES PLUS RECENTES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Collection la culture

- Dépenses, recettes autonomes et emplois de l'Administration publique québécoise au titre de la culture, 1993-1998
 - Parution : avril 1999
 - Prix : 9,95 \$ + TPS + TVQ
- Statistiques sur l'industrie du film, édition 1999
 - Parution : août 1999
 - Prix : 18,95 \$ + TPS
- Statistiques sur l'industrie du film, édition 1999 (Annexe statistique)
 - Parution : août 1999
 - Prix : 18,95 \$ + TPS + TVQ

Collection la démographie

- La situation démographique au Québec, édition 1998
 - Parution : janvier 1999
 - Prix : 31,95 \$ + TPS

Collection la santé et le bien-être

- Enquête québécoise sur le tabagisme chez les élèves du secondaire, 1998
 - Parution : octobre 1999
 - Prix : 21,95 \$ + TPS

Collection l'économie

- Cédérom « Les tableaux d'impact du modèle intersectoriel du Québec : un instrument d'analyse efficace et fiable »
 - Parution : janvier 1999
 - Prix : 200 \$ + TPS + TVQ
- Cédérom « Commerce international du Québec - Échanges de marchandises 1981-1998 »
 - Parution : août 1999
 - Prix : 100 \$ + TPS + TVQ
- Comptes économiques du Québec, publication trimestrielle
 - Prix : 65,50 \$ / 4 n^m + TPS + TVQ 20,50 \$ / l'unité + TPS + TVQ
- Impact économique des exportations québécoises, années 1990, 1995 et 1997
 - Parution : septembre 1999
 - Distribution gratuite
- Industries manufacturières du Québec, 1993-1998
 - Parution : janvier 1999
 - Prix : 14,95 \$ + TPS
- Institutions de dépôt, publication trimestrielle
 - Prix : 65 \$ / 4 n^m + TPS + TVQ + 1 annuelle 20 \$ / l'unité + TPS + TVQ

- L'activité des institutions de dépôt au Québec, 1994-1998
 - Parution : septembre 1999
 - Prix : 20 \$ + TPS
- L'Écostat, revue trimestrielle
 - Prix : 125 \$ / 4 n^m + TPS + TVQ 35 \$ / l'unité + TPS + TVQ
- Produit intérieur brut par industrie au Québec, publication mensuelle
 - Prix : 110 \$ / 12 n^m + TPS + TVQ (format papier et disquette) 75 \$ / 12 n^m + TPS + TVQ (format papier ou disquette) 6,25 \$ / l'unité + TPS + TVQ (format papier)
- Profil du secteur manufacturier au Québec, édition 1999
 - Parution : juin 1999
 - Prix : 34,95 \$ + TPS
- Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec, édition 1999
 - Parution : décembre 1999
 - Prix : 12,95 \$ + TPS
- Revenu personnel selon les régions administratives, régions métropolitaines et MRC, édition 1999
 - Parution : avril 1999
 - Prix : 10,95 \$ + TPS
- Stat-Express, bulletin hebdomadaire des indicateurs économiques conjoncturels
 - Distribution gratuite et distribution par courrier électronique
- Statistiques des PME manufacturières au Québec, édition 1999
 - Parution : décembre 1999
 - Prix : 29,95 \$ + TPS
- Statistiques manufacturières régionales, édition 1999
 - Parution : novembre 1999
 - Prix : 35,95 \$ + TPS
- Statistiques sur les produits utilisés par les manufacturiers québécois, 1996 (cahier statistique)
 - Parution : avril 1999
 - Prix : 45 \$ + TPS + TVQ

Collection les conditions de vie

- Données sociodémographiques en bref, 3 parutions par année
 - Distribution gratuite

Collection les documents de référence

- Cédérom « Les publications 1998 » du BSQ
 - Parution : février 1999
 - Prix : 49,95 \$ + TPS + TVQ
- Le Québec chiffres en main, édition 1999
 - Parution : décembre 1999
 - Prix : 1,00 \$/l'unité (TPS incluse)
 - Lot de 50 : 40 \$ + TPS
 - Lot de 200 : 150 \$ + TPS
 - Lot de 100 : 70 \$ + TPS
 - Lot de 500 : 300 \$ + TPS
- Modifications aux municipalités du Québec, bulletin mensuel
 - Distribution gratuite

Collection les régions

- Série « Recensement de la population »

Cette série porte sur cinq thèmes et comprend un total de 90 cahiers, soit 5 cahiers pour chacune des régions administratives, 5 cahiers sur l'ensemble du Québec et 5 cahiers sur les régions métropolitaines de recensement (RMR) :

Thème 1 : Population et logements

 - Parution : mai 1998

Thème 2 : Âge, sexe, état matrimonial et familles

 - Parution : juillet 1999

Thème 3 : Immigration, langue et origine ethnique

 - Parution : décembre 1999

Thème 4 : Travail, scolarité et mobilité

 - Parution : mars 2000

Thème 5 : Revenu des familles et des ménages
Caractéristiques des ménages et des logements

 - Parution : avril 2000
- Disponible gratuitement sur le site WEB de l'ISQ.

Collection le travail et la rémunération

- La rémunération dans le secteur municipal, portrait et comparaison de la situation des villes de 10 000 et plus de population en 1998
 - Parution : juin 1999
 - Prix : 50 \$ + TPS
- Rémunération des salariés : état et évolution comparés, 1999
 - Parution : novembre 1999
 - Prix : 35 \$ + TPS
- Brochure sur les faits saillants du rapport « Rémunération des salariés : état et évolution comparés, 1999 »
 - Parution : novembre 1999
 - Distribution gratuite

- Les publications qui ont été publiées au cours des années antérieures sont toujours offertes à l'Institut ou aux Publications du Québec.

« L'Institut a pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes. L'Institut constitue le lieu privilégié de production et de diffusion de l'information statistique pour les ministères et organismes du gouvernement, sauf à l'égard d'une telle information que ceux-ci produisent à des fins administratives. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. »

Loi de l'Institut de la statistique du Québec (L.Q. 1998, c. 44) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.

Cette publication expose les comptes économiques annuels des revenus et des dépenses les plus récents. La présente édition couvre la période de 1992 à 1997 et inclut les données provisoires pour l'année 1998.

Les données sont harmonisées avec les tableaux d'entrées-sorties et les indicateurs de la production industrielle.

Trois grandes parties composent ce document :

- au premier chapitre, les faits saillants de l'économie du Québec en 1997 et 1998;
- réparties sur cinq chapitres, les grandes variables économiques de 1992 à 1998 présentées sous forme de tableaux statistiques;
- décrits en annexe, le cadre général des comptes économiques, les grandes lignes de la révision de 1997 du système canadien des comptes nationaux, les sources des données et les particularités des tableaux.

En somme, l'économie du Québec exposée dans le cadre cohérent de la comptabilité nationale.



Institut de
la statistique
du Québec

ISBN 2-551-9124-4



2,95 \$

Site WEB : <http://www.stat.gouv.qc.ca>